



**CLASSEMENT MONDIAL
DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE
2020**

DOSSIER DE PRESSE

SOMMAIRE

- 3** CONFÉRENCE DE PRESSE VIRTUELLE
- 4** LA CARTE
- 5** L'ANALYSE GÉNÉRALE
- 11** LES ANALYSES RÉGIONALES
 - 11** 1/AFRIQUE
 - 14** 2/AFRIQUE DU NORD ET MAGHREB
 - 15** 3/ AMÉRIQUE LATINE
 - 18** 4/ ASIE-PACIFIQUE
 - 21** 5/ AMÉRIQUE DU NORD
 - 24** 6/ EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE
 - 27** 7/ UNION EUROPÉENNE ET BALKANS
 - 30** 8/ MOYENT-ORIENT
- 33** LE CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 2020

| CONFÉRENCE DE PRESSE VIRTUELLE |

#RSFINDEX

RSF REPORTERS
SANS FRONTIÈRES



LE JOURNALISME FACE AUX CRISES : LA DÉCENNIE DÉCISIVE

CONFÉRENCE VIRTUELLE RSF, 21 AVRIL

A l'occasion de la sortie du Classement mondial de la liberté de la presse 2020, RSF organise une conférence virtuelle :

LE JOURNALISME FACE AUX CRISES : LA DÉCENNIE DÉCISIVE

Mardi 21 avril 2020
à 18h (CEST-heure de Paris)

En présence de :

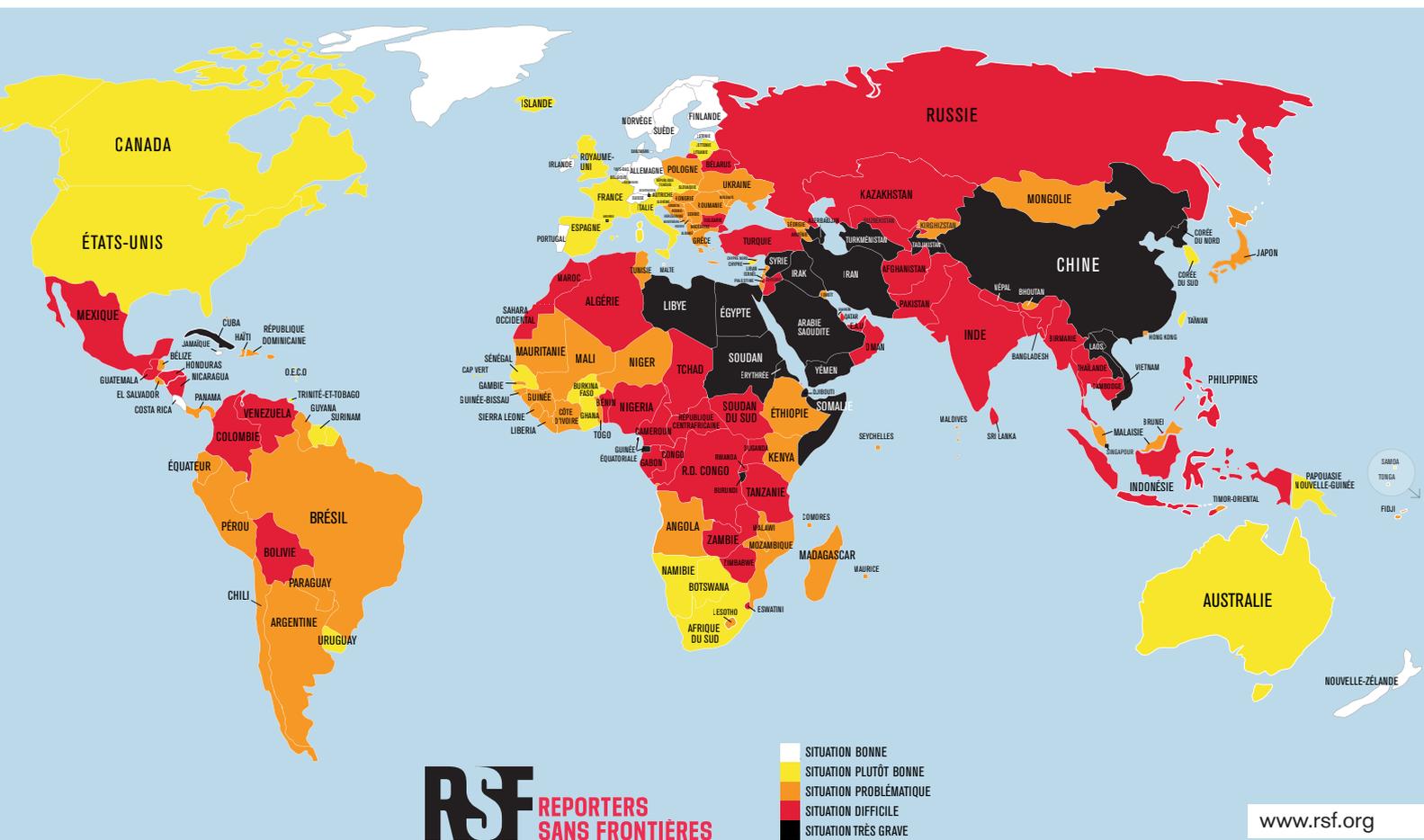
- **Maria Ressa (modératrice)**, Journaliste, autrice et co-fondatrice de Rappler
- **Edward Snowden**, Lanceur d'alerte et Président de Freedom of the Press Foundation
- **Joseph E. Stiglitz**, Lauréat du Prix Nobel d'économie 2001
- **Rana Ayyub**, Journaliste au Washington Post
- **Christophe Deloire**, Secrétaire général de Reporters sans frontières

La conférence sera uniquement en anglais, places limitées

MERCI DE VOUS INSCRIRE ICI

LA CARTE

LES INFORMATIONS QUI VONT SUIVRE DOIVENT RESTER SOUS EMBARGO JUSQU'AU 21 AVRIL 2020, 6H DU MATIN CEST



LA LIBERTÉ DE LA PRESSE DANS LE MONDE EN 2020

| ANALYSE GÉNÉRALE |

CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 2020 : “NOUS ENTRONS DANS UNE DÉCENNIE DÉCISIVE POUR LE JOURNALISME, ET LE CORONAVIRUS EST UN FACTEUR MULTIPLICATEUR.”

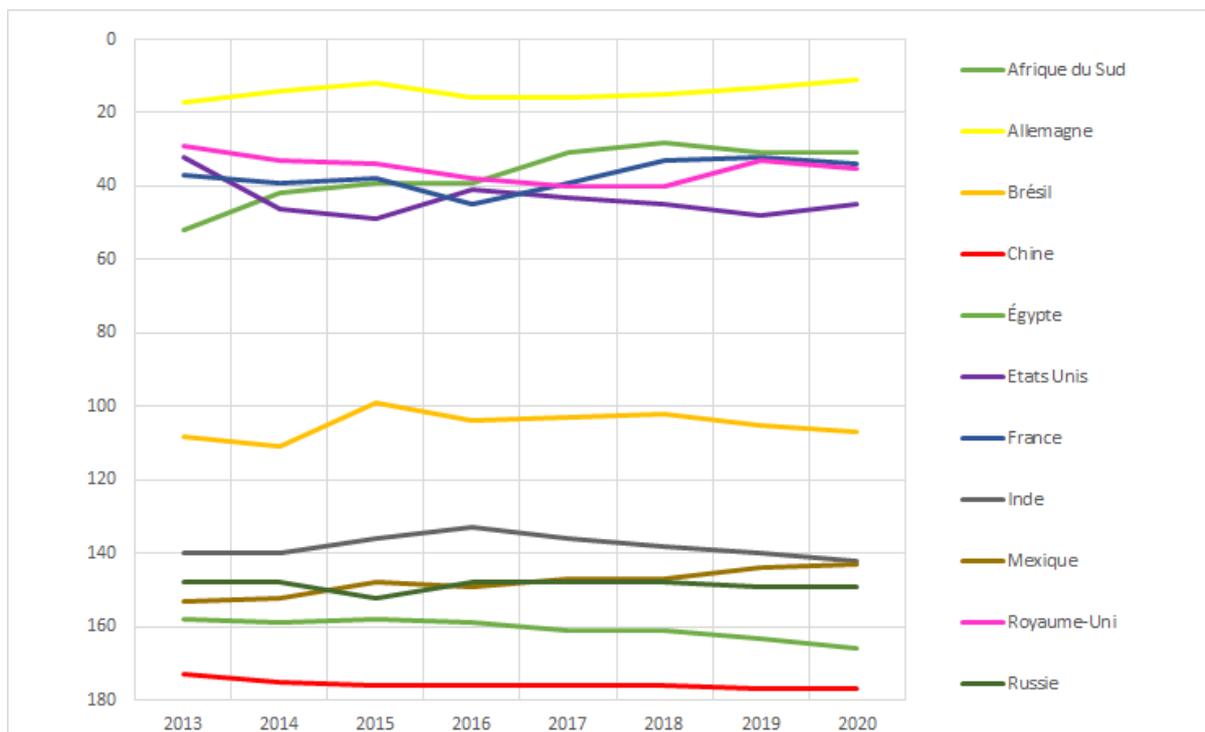
L'édition 2020 du Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières (RSF) démontre que la décennie à venir sera décisive pour l'avenir du journalisme. La pandémie de Covid-19 met en lumière et amplifie les crises multiples qui menacent le droit à une information libre, indépendante, pluraliste et fiable.

Le Classement mondial de la liberté de la presse, qui évalue tous les ans la situation du journalisme dans 180 pays et territoires, démontre que les dix prochaines années seront sans doute “une décennie décisive” pour la liberté de la presse en raison de crises qui affectent l'avenir du journalisme : crise géopolitique (agressivité des modèles autoritaires), technologique (absence de garanties démocratiques), démocratique (polarisation, politiques de répression), de confiance (suspicion, voire haine envers les médias d'information) et économique (appauvrissement du journalisme de qualité).

À ces cinq types de crises, dont la méthodologie du Classement permet d'évaluer les effets, s'ajoute désormais une crise sanitaire : “Nous entrons dans une décennie décisive pour le journalisme, liée à des crises concomitantes qui affectent l'avenir du journalisme, déclare le secrétaire général de RSF, Christophe Deloire. L'épidémie de coronavirus fournit une illustration des facteurs négatifs pour le droit à l'information fiable, et elle est même un facteur multiplicateur. Que seront la liberté, le pluralisme et la fiabilité de l'information d'ici l'année 2030 ? La réponse à cette question se joue aujourd'hui.”

Il existe une corrélation évidente entre la répression de la liberté de la presse à l'occasion de l'épidémie de coronavirus et la place des pays au Classement mondial. La Chine (177^e) et l'Iran (173^e, - 3), foyers de l'épidémie, ont mis en place des dispositifs de censure massifs. En Irak (162^e, - 6), l'agence de presse Reuters a vu sa licence suspendue pour trois mois, quelques heures après avoir publié une dépêche remettant en cause les chiffres officiels des cas de coronavirus. Même en Europe, en Hongrie (89^e, - 2), le Premier ministre Viktor Orbán a fait voter une loi dite “coronavirus” qui prévoit des peines allant jusqu'à cinq ans de prison pour la diffusion de fausses informations, un moyen de coercition totalement démesuré.

“La crise sanitaire est l'occasion pour des gouvernements autoritaires de mettre en œuvre la fameuse “doctrine du choc” : profiter de la neutralisation de la vie politique, de la sidération du public et de l'affaiblissement de la mobilisation pour imposer des mesures impossibles à adopter en temps normal, dénonce Christophe Deloire. Pour que cette décennie décisive ne soit pas une décennie funeste, les humains de bonne volonté, quels qu'ils soient, doivent se mobiliser pour que les journalistes puissent exercer cette fonction essentielle d'être les tiers de confiance des sociétés, ce qui suppose d'avoir les capacités pour le faire.”

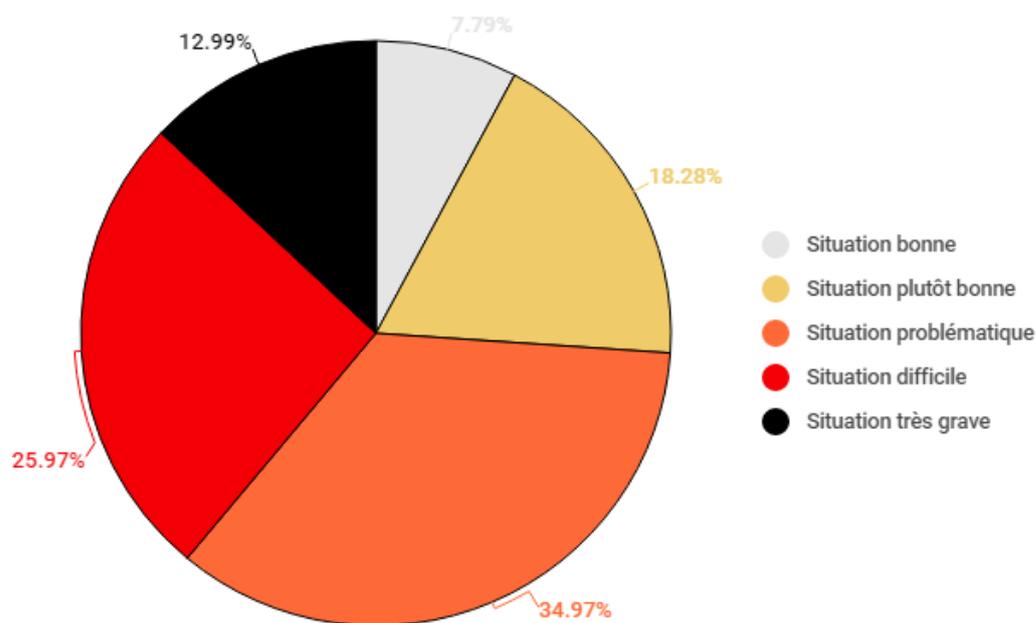


ÉVOLUTION DES PAYS DEPUIS 2013

Les grands enseignements de l'édition 2020

En 2020, la Norvège maintient pour la quatrième année consécutive sa place de premier tandis que la Finlande conserve sa deuxième position. Le Danemark (3^e, + 2) est classé au troisième rang, en raison d'une baisse de la Suède (4^e, - 1) et des Pays-Bas (5^e, - 1), confrontés à une recrudescence de cas de cyberharcèlement. À l'autre extrême du Classement, peu de changements. La Corée du Nord (180^e, - 1) ravit la toute dernière place au Turkménistan, tandis que l'Érythrée (178^e) reste le pire représentant du continent africain.

La Malaisie (101^e) et les Maldives (79^e), après une alternance politique, affichent les deux plus belles progressions du Classement 2020 en gagnant respectivement 22 et 19 places. Ils sont suivis par le Soudan (159^e), qui gagne 16 places depuis la chute d'Omar el-Béchir. Du côté des plus fortes baisses de cette édition 2020, Haïti, où des journalistes se retrouvent pris pour cible lors des violentes manifestations qui secouent le pays depuis deux ans, chute de 21 places et se situe désormais en 83^e position. Les deux autres reculs les plus importants se situent en Afrique : aux Comores (75^e, - 19) et au Bénin (113^e, - 17), deux pays où se multiplient les atteintes à la liberté de la presse.



RÉPARTITION DE LA SITUATION MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE DANS LE MONDE

La légère amélioration (- 0,9 %) de l'indice de référence, qui évalue la situation à l'échelle de la planète entière, s'inscrit dans un contexte général détérioré : l'indice global reste dégradé de 13 % par rapport à ce qu'il était à sa création en 2013. Si le pourcentage de pays situés dans la zone blanche du Classement, qui indique "une bonne situation" de la liberté de la presse, reste inchangé (8 %), celui des pays situés dans la zone noire, qui signale "une situation critique", augmente de 2 points et passe à 18 %.

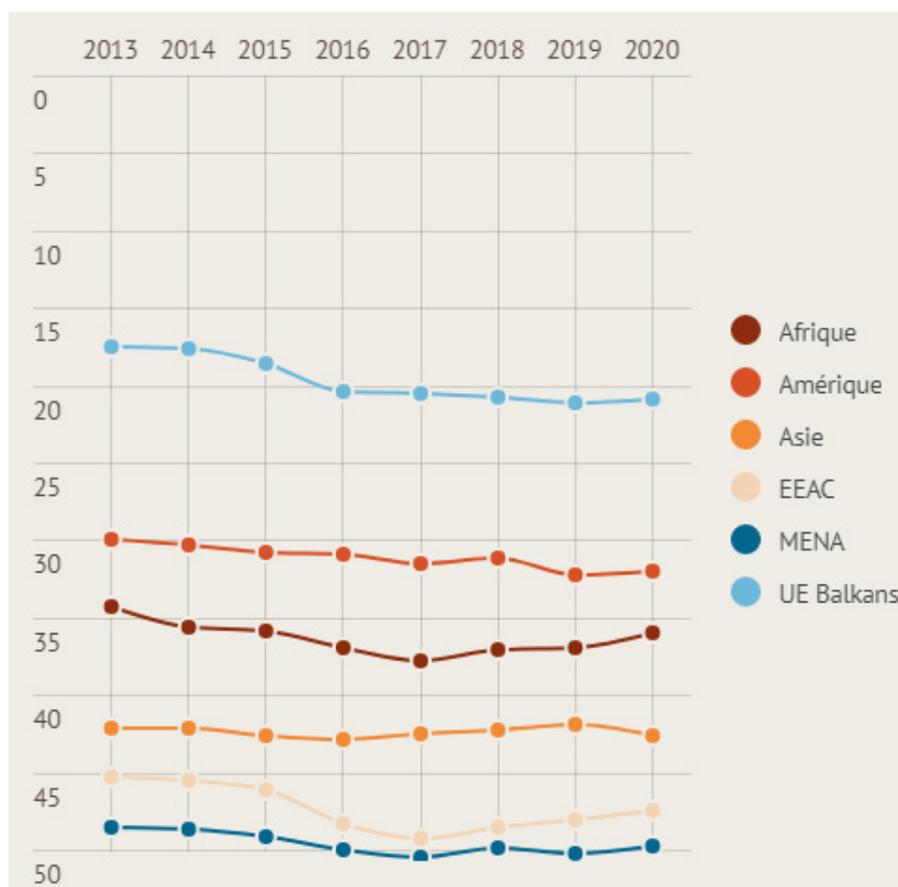
Le Classement région par région

L'**Europe** reste le continent le plus favorable à la liberté de la presse, en dépit des politiques répressives de certains pays de l'Union européenne et des Balkans, devant la zone **Amériques (Nord et Sud)**, en deuxième position, même si les poids lourds régionaux, États-Unis et Brésil, deviennent de véritables anti-modèles. L'**Afrique**, qui arrive troisième, enregistre également des reculs importants, dûs notamment à une recrudescence des détentions arbitraires de longue durée et des attaques en ligne.

C'est la zone **Asie-Pacifique** qui affiche cette année la plus forte dégradation de son score régional (+ 1,7 %). L'Australie (26^e, - 5), jadis modèle régional, se caractérise désormais par ses menaces contre le secret des sources et le journalisme d'investigation. Deux pays ont également contribué à faire baisser la note globale de ce continent : Singapour (158^e), avec sa loi orwellienne sur les fausses informations, a perdu 7 places et a basculé dans la zone noire du Classement, de même que Hong Kong (80^e), qui a également perdu 7 places en raison de son traitement des journalistes lors des manifestations pro-démocratiques.

Sans surprise, la zone **Europe de l'Est/Asie centrale** conserve, année après année, son avant-dernière place, tandis que la région **Moyen-Orient** et **Afrique du Nord** reste celle où il est le plus dangereux pour les journalistes d'exercer leur profession. La récente incarcération du correspondant de

RSF en Algérie (146^e, - 5) a montré comment les autorités de certains pays profitaient de l'épidémie de Covid-19 pour régler leurs comptes avec le journalisme indépendant.



ÉVOLUTION DES SCORES RÉGIONAUX DEPUIS 2013

Des crises qui mettent en péril l'avenir du journalisme

Crise géopolitique

L'une des crises les plus saillantes est la crise géopolitique alimentée par les dirigeants et les régimes dictatoriaux, autoritaires ou populistes, qui déploient leurs efforts pour réprimer l'information et imposer leur vision d'un monde sans pluralisme ni journalisme indépendant. Les régimes autoritaires maintiennent leurs mauvaises positions. La Chine, qui tente d'imposer un "nouvel ordre mondial de l'information", maintient son modèle d'hyper-contrôle de l'information : la crise sanitaire du coronavirus démontre les effets négatifs sur l'ensemble du monde. Après la Chine, l'Arabie saoudite (170^e, + 2) et l'Égypte (166^e, - 3) sont les plus grandes prisons au monde pour les journalistes. De son côté, la Russie (149^e) emploie des moyens de plus en plus élaborés pour contrôler l'information en ligne, tandis que l'Inde (142^e, - 2) a imposé au Cachemire le plus long couvre-feu électronique de l'histoire. En Égypte, la diffusion de "fausses nouvelles" justifie le blocage de pages et de sites internet, mais aussi le retrait d'accréditations.

Crise technologique

L'absence de réglementations appropriées à l'ère de la numérisation et de la globalisation de la communication a créé un véritable chaos informationnel. Propagande, publicité, rumeurs et journalisme se trouvent en concurrence directe. Cette confusion grandissante entre les contenus commerciaux, politiques et éditoriaux déséquilibre les garanties démocratiques pour la liberté d'opinion et d'expression. Ce contexte favorise l'adoption de lois dangereuses qui, sous couvert de limiter la diffusion de fausses nouvelles, permettent une répression accrue d'un journalisme indépendant et critique. À l'instar de Singapour, le Bénin a mis en place une nouvelle loi censée lutter contre la désinformation et la cybercriminalité mais susceptible d'être utilisée pour restreindre abusivement la liberté d'information. La pandémie a amplifié la propagation des rumeurs et des fausses informations aussi vite que le virus. Des armées de trolls d'État, en Russie, en Chine, en Inde, aux Philippines (136^e, - 2) et au Vietnam (175^e) utilisent l'arme de la désinformation sur les réseaux sociaux.

Crise démocratique

La crise constatée dans les deux dernières éditions du Classement mondial de la liberté de la presse, générée par l'hostilité, voire la haine à l'encontre des journalistes, n'a fait que s'amplifier. Ce qui entraîne des passages à l'acte plus graves et plus fréquents, et, de ce fait, un niveau de peur inédit dans certains pays. Des responsables politiques de premier plan ou leur entourage continuent d'encourager ouvertement la haine contre les journalistes. Deux chefs d'État démocratiquement élus, Donald Trump aux États-Unis (45^e, + 3) et Jair Bolsonaro au Brésil (107^e, - 2), continuent de dénigrer la presse et d'encourager la haine des journalistes dans leur pays respectif. Le "cabinet de la haine" qui entoure le président brésilien publie à grande échelle des attaques contre des journalistes qui font des révélations sur la politique gouvernementale. Depuis le début de l'épidémie de coronavirus, Jair Bolsonaro redouble même ses attaques contre les médias, qu'il considère responsables d'une «hystérie» destinée à générer la panique dans le pays.

Crise de confiance

La défiance envers les médias soupçonnés de diffuser une information contaminée par des informations non fiables continue de s'accroître : 57 % des personnes interrogées lors de la dernière enquête mondiale du Trust Barometer Edelman, qui examine le niveau de confiance des populations envers les institutions, estiment que leur média de référence peut diffuser de fausses informations. Affaiblis par cette crise de confiance, les journalistes deviennent des cibles privilégiées de la colère des citoyens lors des grandes manifestations qui se sont multipliées un peu partout dans le monde, comme en Irak, au Liban (102^e, - 1), au Chili (51^e, - 5), en Bolivie (114^e, - 1), en Équateur (98^e, - 1), quand ils ne sont pas également victimes de violences policières comme en France (32^e, - 2). Autre phénomène de plus en plus visible : en Espagne (29^e), en Autriche (18^e, - 2), en Italie (41^e, + 2) et en Grèce (65^e), des groupes nationalistes ou des militants d'extrême droite s'en prennent ouvertement aux journalistes, tandis que les talibans en Afghanistan (122^e, - 1) ou certains fondamentalistes bouddhistes en Birmanie (139^e, - 1) n'hésitent pas à imposer violemment leur vision du monde aux médias.

Crise économique

Dans de nombreux pays, la mutation numérique laisse le secteur des médias exsangue. La baisse des ventes, l'effondrement des recettes publicitaires, et à l'augmentation des coûts de fabrication et de distribution liée notamment au prix croissant des matières premières, ont conduit les rédactions à multiplier les plans sociaux : la presse américaine a ainsi perdu la moitié de ses emplois ces dix dernières années. Cela n'est pas sans conséquences sociales ni impact sur la liberté éditoriale des médias sur

les différents continents. Des journaux dont la situation économique est affaiblie ont naturellement des capacités moindres de résistance aux pressions.

La crise économique a par ailleurs accentué les phénomènes de concentration, et plus encore les conflits d'intérêts, qui menacent le pluralisme et l'indépendance des journalistes. Le rachat de la Central European Media Enterprises (CME) par la première fortune de la République tchèque (40^e) inquiète plusieurs pays d'Europe orientale où la CME contrôle des télévisions influentes. Les conséquences de la concentration se font sentir en Argentine (64^e, - 7) et sur le continent asiatique : au Japon (66^e, + 1), les rédactions restent très dépendantes de la direction des "keiretsu", ces grands conglomerats qui privilégient les intérêts économiques à l'indépendance éditoriale. À Taïwan (43^e, - 1) ou aux îles Tonga (50^e, - 5), la logique commerciale à laquelle sont désormais contraints les organes d'information favorise la polarisation et une recherche du sensationnalisme, ce qui contribue à décrédibiliser un peu plus les médias et à accentuer la crise de confiance du public.

La méthodologie

Publié chaque année depuis 2002 à l'initiative de RSF, le Classement mondial de la liberté de la presse permet d'établir la situation relative de 180 pays et territoires en matière de liberté d'information. La [méthodologie du Classement](#) s'appuie sur leurs performances en matière de pluralisme, d'indépendance des médias, d'environnement et d'autocensure, de cadre légal, de transparence et de qualité des infrastructures soutenant la production de l'information. Il ne s'agit pas ici d'évaluer les politiques gouvernementales des pays.

Les indices globaux et régionaux sont calculés à partir des scores obtenus par les différents pays et territoires. Ces scores sont eux-mêmes établis à partir d'un questionnaire proposé en vingt langues à des experts du monde entier, doublé d'une analyse qualitative. À noter que plus l'indice est élevé, pire est la situation. La notoriété du Classement mondial de la liberté de la presse en fait un outil de plaidoyer essentiel.

ANALYSES RÉGIONALES

1 / AFRIQUE

CLASSEMENT RSF 2020 : PLURALITÉ DE MENACES SUR L'AVENIR DU JOURNALISME AFRICAIN

En 2020, 21 pays africains sur 48 apparaissent encore en rouge ou noir sur la carte du Classement mondial de la liberté de la presse. La situation de celles et ceux qui tentent de produire des informations est difficile, voire critique. La décennie à venir sera décisive pour l'avenir du journalisme sur le continent.

La liberté de la presse reste très fragile en Afrique subsaharienne. La chute de nombreux dictateurs et [régimes autoritaires](#) ces dernières années, comme en **Angola** (106^e, + 3), en **Éthiopie** (99^e, + 11), en **Gambie** (87^e + 5), en **République démocratique du Congo** (150^e, + 4), au **Soudan** (159^e, + 16) ou au **Zimbabwe** (126^e + 1) a permis de desserrer un peu l'étau sur les journalistes dans ces pays. Cependant, les changements profonds, seuls à même de favoriser l'essor d'un journalisme de qualité, libre et indépendant, sont encore trop rares. Pire, certains pays comme la **Tanzanie** (124^e, - 6) ou le **Bénin** (113^e, - 17) connaissent des reculs très importants. Arrestations et détentions arbitraires de longue durée sont en recrudescence sur le continent, à l'instar des attaques, notamment en ligne, et de nouvelles lois répressives qui, au nom de la lutte contre la désinformation ou de la cybercriminalité, peuvent être utilisées pour restreindre abusivement la liberté d'information.

Décriminaliser le journalisme et protéger ceux qui l'exercent

Le métier continue à tuer en Afrique, le plus souvent dans la plus grande [impunité](#). Selon RSF, 102 journalistes ont été tués ou assassinés sur le continent au cours des dix dernières années, dont la moitié en **Somalie** (163^e, + 1). Ce pays reste le plus [dangereux](#) pour les reporters, et ce malgré des progrès notables pour sanctionner policiers et militaires qui commettent des exactions contre les professionnels de l'information. En RDC, un journaliste a été tué dans l'est du pays l'année dernière, et plusieurs de ses confrères ont dû prendre la fuite par crainte de subir le même sort. Par ailleurs, les médias couvrant les efforts de riposte contre l'épidémie Ebola ont été systématiquement [attaqués](#). En Afrique de l'Ouest, et au **Ghana** (30^e, - 3) en particulier, l'[enquête](#) sur l'assassinat du journaliste d'investigation Ahmed Hussein-Suale en janvier 2019 n'a pas permis d'identifier les coupables. Au **Nigeria** (115^e, +5), les responsables de la mort de [deux journalistes](#), abattus à six mois d'intervalle en marge de manifestations, courent toujours.

La sécurité des journalistes demeure un enjeu majeur et elle devra nécessairement bénéficier d'un cadre légal plus protecteur. Dans ce domaine, la fin des peines privatives de liberté des journalistes pour des faits commis dans l'exercice de leur fonction reste un objectif largement inachevé. Certains, comme l'ex-directeur général de la radiotélévision publique du **Cameroun** (134^e, - 3) Amadou Vamouké, sont jugés devant des juridictions spéciales sans droit à un procès équitable. Ce journaliste est en [détention](#)

[provisoire](#) depuis 2016. Aucun de ses confrères, à l'exception de ceux détenus en Érythrée, ne fait l'objet d'un pareil traitement sur le continent.

En 2019, RSF a dénombré 171 [arrestations arbitraires](#) de journalistes en Afrique subsaharienne. Plus de la moitié des pays du continent y a eu recours, parfois alors même que le droit local avait déjà consacré la décriminalisation des délits de presse. Lorsque la révision des lois répressives tarde, l'adoption de nouveaux textes fourre-tout au nom de la lutte contre la désinformation ou des discours de haine intervient un peu partout. Ces textes n'atteignent jamais les objectifs qu'ils sont censés servir mais peuvent facilement être instrumentalisés pour restreindre abusivement la liberté d'information. Les lois sur la presse sont contournées, et les journalistes sont tour à tour accusés d'être des terroristes, des espions, des fraudeurs ou encore des cybercriminels dans le seul but d'être réduits au silence.

Au Bénin, le journaliste d'investigation Ignace Sossou a ainsi été [condamné](#), sur la base d'un code du numérique récemment adopté, à une peine de prison de 18 mois fermes pour "harcèlement au moyen de communications électroniques". Il avait rédigé des tweets reprenant mot pour mot des propos d'intérêt public. Il n'aurait jamais dû être condamné pour des faits relevant sans aucune ambiguïté du journalisme. Au **Tchad** (123^e, - 1), les [charges](#) visant le directeur de publication Martin Inoua Doulguet ont été requalifiées en cyber-harcèlement alors qu'il était initialement poursuivi pour diffamation. Celles visant le journaliste d'investigation tanzanien Erick Kabendera ont été modifiées à trois reprises dans le seul but de le maintenir en détention. Toujours poursuivi mais [désormais libre](#), il aura passé sept mois derrière les barreaux. Sa détention arbitraire explique en partie cette année encore la chute vertigineuse de la **Tanzanie** (124^e, - 6), qui a perdu 57 places au Classement depuis 2016. Aucun pays au monde n'a vu sa situation se dégrader aussi vite ces dernières années.

Cybercensure, cybersurveillance, cyberattaques : faire face aux nouvelles menaces

À l'inverse, le **Soudan** (159^e, + 16) connaît une forte progression depuis la chute d'Omar el-Béchir en avril 2019. Le niveau des attaques directes, des arrestations de journalistes et de la censure de journaux a fortement diminué, mais la presse, notamment en ligne, est encore sous surveillance. Selon les informations de RSF, la [Cyber Jihadists Unit](#), une excroissance des services de renseignement, est toujours active et continue notamment à traquer l'activité des journalistes.

De plus en plus surveillés dans leurs communications, censurés sur internet, voire attaqués en ligne, les journalistes et les médias africains sont confrontés à un double risque : celui d'être discrédités comme cela est arrivé en 2019 au premier groupe de presse privée du **Kenya** (103^e, - 3), rebaptisé #NationMediaGarbage lors d'une campagne menée par des [trolls](#) proches du pouvoir ; et celui de devenir [invisibles](#) à cause du chaos informationnel sur les réseaux sociaux, où les informations fiables se retrouvent souvent noyées dans une masse de contenus mêlant propagande, théories du complot et désinformation.

Parmi ces nouvelles menaces, la cybercensure continue à gagner du terrain et constitue désormais une arme particulièrement létale pour le journalisme en Afrique. Près de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne évalués par RSF y ont eu recours depuis 2015, dont une dizaine pour la seule année dernière. On compte parmi ceux-ci la RDC, la **Mauritanie** (97^e, - 3), le **Malawi** (69^e, - 1) ou encore l'Éthiopie. Le Tchad s'octroie un triste record continental avec une coupure des réseaux sociaux du pays pendant 470 jours consécutifs qui a privé les journalistes et les citoyens d'un média devenu incontournable.

Une responsabilité politique historique

Alors que le cyberspace de l'information est en pleine mutation, les médias traditionnels, 30 ans après la libéralisation du secteur, peinent encore à s'affranchir des diktats politiques et économiques. Dans la quasi-totalité des pays africains, les [médias publics](#) sont loin d'avoir achevé leur mue. Ils restent sous l'emprise du pouvoir, se contentant généralement de relayer la communication du gouvernement sans refléter la diversité des opinions de leur société. La prolifération d'organes de presse dont peuvent se targuer un nombre croissant de pays n'offre qu'un pluralisme de façade, la plupart des médias restant étroitement contrôlés directement ou indirectement par des cercles proches du pouvoir, de l'opposition ou de certains intérêts économiques.

L'avènement d'une presse indépendante de qualité ne pourra se faire sans choix politique fort. Il en va de même pour le journalisme d'investigation, qui progresse même s'il reste un sacerdoce pour celles et ceux qui s'y risquent, y compris dans les pays parmi les mieux classés du continent comme la [Namibie](#) (23^e), premier pays africain de cette édition. Les révélations sur les attributions douteuses de quotas de pêche ont conduit à une recrudescence des attaques verbales par les plus hautes autorités politiques et au licenciement d'un journaliste de l'agence de presse officielle.

À l'autre bout du Classement, l'[Érythrée](#) (178^e), première prison pour les journalistes d'Afrique subsaharienne avec 11 professionnels des médias incarcérés dont on est sans nouvelle depuis de longues années, et [Djibouti](#) (176^e, - 3) demeurent des trous noirs de l'information indépendante. La répression contre les voix dissidentes est tellement forte au [Rwanda](#) (155^e) que l'autocensure y est la règle. La Tanzanie et le [Burundi](#) (160^e, - 1), où [quatre journalistes](#) ont été condamnés à une peine de prison pour le simple fait d'avoir voulu couvrir un sujet que les autorités souhaitaient passer sous silence, glissent dangereusement vers le camp des pays où l'information critique n'a plus droit de cité. D'autres, comme le Bénin, le [Mozambique](#) (104^e, - 1) ou encore les [Comores](#) (75^e, - 19), où les atteintes à la liberté de la presse se sont multipliées en marge de scrutins contestés, empruntent depuis peu un chemin inquiétant.

À l'heure de la prolifération de la désinformation, la décennie à venir sera celle des choix historiques pour l'avenir du journalisme en Afrique. Les sociétés pour qui la vérité factuelle et le débat d'idées ouvert constituent des valeurs cardinales devront apporter un soutien fort et sans équivoque aux journalistes, en leur assurant un cadre légal protecteur, un soutien financier qui ne soit pas fondé sur la proximité politique dans un secteur où la précarité rend déjà ses acteurs très vulnérables aux influences, et en développant les offres de formations, encore trop rares, avant et pendant la carrière des journalistes.

2/ AFRIQUE DU NORD ET MAGHREB

CLASSEMENT RSF 2020 : LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL DES JOURNALISTES D'AFRIQUE DU NORD

Procès sans fin au Maroc, interpellations régulières et détentions provisoires prolongées en Algérie, médias libyens qui se transforment en acteurs du conflit armé.... Dans cet environnement de travail qui se dégrade un peu plus pour les médias et les journalistes d'Afrique du Nord, la Tunisie poursuit sa transition démocratique, malgré des réformes retardées dans le secteur médiatique.

Avec cinq places en moins, l'**Algérie** (146^e) enregistre la plus forte baisse dans la région. Il est vrai que les journalistes algériens ont été mis à rude épreuve depuis le début, en février 2019, du "Hirak", le mouvement de protestation populaire. Les interpellations et intimidations de la part des services de sécurité se sont multipliées et accentuées au fil des mois de contestation. L'arrêt des manifestations pour cause d'épidémie de coronavirus n'a pas permis de mettre un terme à la mise sous pression des journalistes. Au contraire. Le directeur du site d'information *Casbah Tribune*, Khaled Drareni, également correspondant de *TV5 Monde* et de RSF en Algérie a été jeté en prison le 29 mars, près de Blida, région en principe confinée car devenue l'épicentre de l'épidémie de coronavirus en Algérie. Mis en examen pour "incitation à attroupement non armé et atteinte à l'unité nationale", il risque jusqu'à dix ans de prison. Autre cas emblématique de journalistes sanctionnés pour leur couverture des manifestations du Hirak, celui du correspondant de la chaîne de télévision libanaise *Al Mayadeen*, Sofiane Merakchi, collaborateur de France 24 et RT. Premier journaliste à être incarcéré depuis le début du mouvement pour "introduction d'équipements sans licence et évasion douanière", emprisonné depuis fin septembre 2019, il a été condamné à huit mois de prison ferme.

Le **Maroc** (133^e) remonte de deux places au Classement 2020. Une légère progression qui s'explique notamment par la création d'un Conseil de presse, même si celui-ci n'a pas encore contribué à créer un environnement de travail apaisé pour les journalistes et les médias. Les pressions judiciaires persistent. Outre les procès qui se poursuivent depuis des années contre plusieurs acteurs des médias, de nouvelles actions en justice ont été intentées contre les journalistes et de lourdes condamnations ont été prononcées. L'éditorialiste et rédacteur en chef du journal arabophone *Akhbar al-Yaoum*, Taoufik Bouachrine, a ainsi été condamné à 15 ans de prison ferme et à 255 000 euros d'amende, alors qu'il a toujours nié les accusations portées contre lui et qu'il dénonce un «procès politique». Alors que cette peine est sans commune mesure, le journaliste et défenseur des droits humains **Omar Radi** a lui été condamné à 4 mois de prison avec sursis pour un simple tweet dénonçant une décision de justice.

Des médias devenus acteurs du conflit armé

La **Libye** poursuit sa dégringolade dans le Classement en perdant deux nouvelles places cette année (164^e). Outre l'impunité totale dont bénéficient les prédateurs de la liberté de l'information pour les crimes commis contre des journalistes depuis neuf ans, le conflit armé entre les deux régimes qui se

partagent l'est et l'ouest du pays a instauré un climat de violence et d'insécurité dramatiques pour les acteurs des médias. Contraints à l'autocensure ou à l'exil depuis le début des opérations militaires dans le pays en 2014, médias et journalistes libyens se retrouvent aujourd'hui embrigadés de force par les factions belligérantes.

Dans ce tableau régional assez sombre, la **Tunisie**, qui conserve sa 72^e place, est la mieux classée. Poursuivant sa transition démocratique, le pays a posé les fondements d'un secteur médiatique libre, indépendant et pluraliste. Cependant, le nouveau cadre légal relatif au secteur médiatique peine à voir le jour depuis quelques années, et le climat de travail des journalistes et des médias s'est sensiblement détérioré depuis l'élection du nouveau président en fin d'année 2019.

3/ AMÉRIQUE LATINE

CLASSEMENT RSF 2020 : L'HORIZON S'OBSCURCIT POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN AMÉRIQUE LATINE

L'environnement dans lequel évoluent les journalistes d'Amérique latine est de plus en plus complexe et hostile. En plus des pressions, violences et intimidations renforcées que subissent de nombreux journalistes qui couvrent des dossiers sensibles, de vastes campagnes de décrédibilisation ont été lancées contre la profession dans la plupart des pays de la région.

Hormis deux exceptions notables - le **Costa-Rica**, qui gagne trois places et se situe désormais en 7^e position, et l'**Uruguay**, qui conserve sa 19^e place -, cette édition 2020 est marquée par une dégradation généralisée de la situation de la liberté de la presse en Amérique latine. La répression et la stigmatisation de la profession, alimentées par la désinformation et les attaques en ligne, ont pris une nouvelle ampleur, notamment dans des pays confrontés à des conflits sociaux importants.

L'instabilité politique et sociale comme vecteur des attaques contre la presse

C'est le cas notamment en **Haïti** (83^e) qui, avec 21 places en moins, enregistre la plus forte baisse du Classement 2020. Depuis près de deux ans, les protestations, souvent violentes, se multiplient à travers le pays contre le président Jovenel Moïse, empêtré dans des affaires de corruption, et les journalistes haïtiens se retrouvent [régulièrement pris](#) pour cible lors des manifestations. [L'assassinat du journaliste Néhémie Joseph](#) en 2019 témoigne d'une préoccupante spirale de violence et de la grande vulnérabilité de la profession.

Un peu partout dans la région, l'éclatement de conflits sociaux et le besoin de couvrir les manifestations mettent, comme en Haïti, les journalistes en première ligne. C'est ainsi qu'en Équateur (98^e, - 1), pendant les manifestations organisées par une partie de la population, qui s'est estimée trahie par le virage néolibéral du président Lenín Moreno, [les attaques contre les journalistes se sont multipliées](#), rendant

le travail d'information parfois impossible. Même constat au **Chili** (51^e), qui perd cinq places dans le Classement - après en avoir perdu huit l'an dernier - et où les violentes manifestations provoquées par l'augmentation du prix du métro à Santiago ont provoqué [un déferlement d'agressions et d'attaques](#) ciblées contre les journalistes et les médias à travers tout le pays.

De nombreuses [agressions et attaques de journalistes](#) ont également été recensées en **Bolivie** (114^e, - 1) pendant les manifestations qui ont ponctué la campagne électorale et l'élection présidentielle de novembre 2019, avant de provoquer la démission puis l'exil forcé de l'ex-président Evo Morales et de plonger le pays dans une phase d'incertitude et d'instabilité.

Dans une moindre mesure, et même si elle demeure un bon élève dans la région, **l'Argentine** (64^e) perd sept places dans le Classement 2020, en raison notamment des violences policières et des [agressions de journalistes](#) lors de manifestations dans les grandes villes du pays et à l'occasion de l'élection présidentielle qui a porté Alberto Fernández au pouvoir en décembre 2019.

Dérives autoritaires : la censure aux multiples visages

Au **Brésil** (107^e, - 2), l'arrivée au pouvoir du président Bolsonaro en janvier 2019 a largement contribué à faire chuter un peu plus le pays au Classement RSF. Pour la deuxième année consécutive, il perd deux places. Une baisse qui devrait se poursuivre tant le président Jair Bolsonaro, encouragé par ses proches et plusieurs membres du gouvernement, [insulte et humilie](#) régulièrement certains des plus importants journalistes et médias du pays, entretenant [un climat de haine et de méfiance](#) envers les acteurs de l'information. Dans ce contexte tendu, les journalistes brésiliens, et [plus particulièrement les femmes](#), sont de plus en plus vulnérables et sont régulièrement attaqués par des groupes haineux et des partisans de Bolsonaro, notamment [sur les réseaux sociaux](#).

Au **Venezuela** (147^e), qui ne doit sa progression d'un rang qu'à un effet mécanique du Classement, la dérive autoritaire du président Maduro se poursuit inexorablement, et [la répression du gouvernement](#) contre la presse indépendante est devenue quotidienne et protéiforme : [arrestations arbitraires](#), violences des forces de l'ordre et des services de renseignement, privation de fréquences pour les radios et TV trop critiques, coupures internet et blocages des réseaux sociaux, [expulsions de journalistes étrangers](#), etc.

La presse indépendante du **Nicaragua** (117^e, - 3) [subit le même sort](#) et suffoque face à la féroce répression du président Daniel Ortega - réélu en 2016 pour un troisième mandat consécutif -, de son gouvernement et de ses partisans. En 2019, les [détentions arbitraires](#) et l'exil de journalistes se sont poursuivis et ont augmenté. Confrontés à la pénurie de matières premières (papier, caoutchouc) orchestrée par les autorités, les journaux imprimés du pays ont par ailleurs [quasiment tous disparu](#) du paysage médiatique.

Cuba (171^e), en perdant deux positions, stagne dans les profondeurs du Classement et demeure le pire pays d'Amérique latine en matière de liberté de la presse. Le régime cubain, désormais incarné par Miguel Díaz-Canel, maintient un monopole quasi total sur l'information, et la presse privée reste interdite par la Constitution. Les arrestations et [emprisonnements de journalistes](#) jugés gênants se sont intensifiés en 2019.

Des problèmes structurels inextricables

Avec [au moins 10 journalistes assassinés](#) en 2019, le **Mexique** (143^e, + 1) reste le pays le plus dangereux du continent, et l'administration du président López Obrador a démontré son incapacité à endiguer la spirale de violence et [d'impunité](#). Dans ce pays comme chez ses voisins d'Amérique centrale, la collusion entre le crime organisé et les autorités politiques et administratives corrompues - notamment au niveau local - perdure et transcende la variable politique, menaçant gravement la sécurité des acteurs de l'information. Au **Guatemala** (116^e) et au **Honduras** (148^e, - 2) notamment, les journalistes de la presse d'opposition et des médias communautaires qui osent dénoncer les malversations des élus et des responsables politiques sont régulièrement agressés, menacés de mort, contraints à l'exil ou [assassinés](#).

Même constat d'impuissance pour la **Colombie** (130^e), qui perd une nouvelle position au Classement. La recrudescence des agressions, menaces de mort et kidnappings de journalistes depuis l'investiture du président Iván Duque en août 2018 a généré de véritables trous noirs de l'information dans le pays et a [fragilisé](#) un peu plus la profession.

Une double pression avec le cyberharcèlement

À noter enfin qu'en Amérique latine, comme partout dans le monde, les attaques physiques visant la profession sont la plupart du temps accompagnées de campagnes de cyberharcèlement menées par des armées de trolls et/ou les partisans des régimes autoritaires. Ces méthodes de censure en ligne prolifèrent dangereusement et sont pour une large majorité dirigées contre les femmes journalistes.

Face à ce panorama peu reluisant, force est de constater que les défis pour que la liberté de la presse progresse durablement et significativement en Amérique latine sont innombrables. Les médias et les journalistes de la région, dès lors qu'ils ne pourront pas ou peu compter sur des institutions fortes et démocratiques pour assurer leur protection et leur pérennité, devront se réinventer et trouver des solutions alternatives et innovantes.

4/ ASIE-PACIFIQUE

CLASSEMENT RSF 2020 : LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE, ENTRE HYPER-CONTRÔLE DE L'INFORMATION ET DÉRIVES NATIONALES-POPULISTES

Alors que l'on pouvait encore nourrir de sérieux espoirs concernant la liberté de la presse en Asie et en Océanie en 2010, la décennie qui vient de s'écouler a été marquée par une glaciation générale. Contre-modèles aux pratiques totalitaires, développement d'un populisme qui profère la haine des journalistes, concentration des médias à l'extrême... Les défis qui attendent cette région du monde sont absolument considérables.

L'un des enseignements du Classement 2020 en Asie et en Océanie est que la liberté de la presse est potentiellement en péril quel que soit le pays. La preuve avec l'**Australie** (26^e), jadis cité en modèle régional, qui perd cinq places d'un coup, notamment en raison d'une double perquisition de la police fédérale, au domicile d'une journaliste et au siège de l'audiovisuel public. Ce précédent fait désormais peser de très lourdes menaces contre le secret des sources et le journalisme d'investigation. L'événement fut d'ailleurs l'occasion, pour les Australiens, de réaliser qu'ils ne bénéficient d'absolument aucune garantie constitutionnelle concernant la liberté d'informer et d'être informés.

C'est d'autant plus alarmant que c'est en Asie que l'on trouve le pire pays du monde en la matière : après un semblant d'ouverture du régime aux journalistes étrangers en marge des sommets de juin 2018 et février 2019, qui réunissaient le président Trump et le "dirigeant suprême" Kim Jong-un, la **Corée du Nord** (180^e, -1) a retrouvé la dernière place du Classement en 2020.

Dans la course à la répression, elle est toujours talonnée de près par la **Chine** (177^e), qui ne cesse de parfaire son modèle d'hyper-contrôle de l'information et de répression des voix dissidentes, comme en témoigne l'arrestation, en février, de deux citoyens chinois qui avaient décidé de couvrir la crise du coronavirus. Surtout, la Chine est la plus grande prison du monde pour les journalistes, avec près d'une centaine d'entre eux, dont une grande majorité de Ouïghours, qui croupissent derrière les barreaux.

Les contre-modèles, un défi géopolitique

Si le **Vietnam** (175^e) gagne une place dans le Classement 2020, c'est simplement parce que la répression a été telle en 2018 que le pays bénéficie d'un effet mécanique cette année. Le **Laos**, pour sa part, perd encore une place (172^e), notamment à cause de la répression du régime contre l'émergence d'une timide blogosphère.

Autre nouveauté de 2020 : ces quatre pays, gouvernés par des partis uniques communistes, sont rejoints dans la "zone noire" du Classement RSF par un cinquième régime passé maître en matière de contrôle absolu de l'information : **Singapour**. Avec sa loi orwellienne censée combattre les "fausses informations", la cité-État perd sept places d'une année sur l'autre (158^e).

Le sultanat de **Brunei** (152^e) a durci son arsenal de contrôle de l'information en intégrant dans son code pénal la peine de mort pour tout propos ou écrit jugé blasphématoire envers la religion musulmane. Deux autres régimes de la région ont réussi à parfaire un peu plus leur système de répression des voix dissidentes : le **Cambodge** du Premier ministre Hun Sen (144^e, - 1) et la **Thaïlande** du général Prayut (140^e, - 4).

Le **Pakistan** (145^e), qui a mis au pas la quasi-totalité des médias traditionnels, multiplie désormais les tentatives de faire taire les voix critiques en ligne ; résultat, le pays rétrograde de trois places. De même, en tentant d'imposer des législations liberticides, le **Népal** perd six places (112^e).

Intolérances politiques et religieuses

Le défi géopolitique que représentent ces contre-modèles de la liberté de la presse s'accompagne de l'affirmation d'un national-populisme qui ne tolère pas le journalisme critique et l'assimile à un comportement anti-gouvernement et, par extension, anti-national.

Cet état de fait place les reporters qui tentent de faire leur travail en première ligne. Ils font l'objet de violences policières, comme on a pu le constater au **Sri Lanka** (127^e, - 1) et durant les manifestations prodémocratie à **Hong Kong** (80^e) - le territoire semi-autonome perd sept places, l'une des plus fortes baisses en Asie.

Ils sont aussi attaqués par des militants politiques pro-gouvernement, comme ce fut le cas au **Bangladesh** (151^e, - 1), aux **Philippines** (136^e, - 2) ou en **Inde** (142^e, - 2). En coupant toute communication aux huit millions d'habitants de la vallée du Cachemire, New Delhi a également imposé le plus grand couvre-feu électronique de l'histoire.

L'exemple indien est aussi caractéristique d'une intolérance considérable des milieux extrémistes religieux vis-à-vis des journalistes qui ne suivent pas la ligne officielle, comme c'est le cas de la droite nationaliste hindoue, mais aussi des talibans en **Afghanistan** (122^e, - 1) ou de certains fondamentalistes bouddhistes en **Birmanie** (139^e, - 1) - tous toujours prompts à imposer leur vision du monde aux médias.

Armées de trolls

Cette haine idéologique contre l'idée même d'une presse indépendante trouve un relais naturel sur internet, champ de bataille privilégié de la guerre de l'information. Les attaques physiques qui visent les reporters sont souvent accompagnées, voire précédées de menaces proférées en ligne par des armées de trolls et des fermes à clics. En Asie, ces petits soldats numériques représentent les fers de lance de ce national-populisme décomplexé, qui se nourrit largement de la désinformation et des appels à la haine en ligne.

Dans ce contexte très compliqué, la presse joue un rôle absolument déterminant dans la réussite de l'exercice démocratique. C'est le cas en **Indonésie** (119^e, + 5), où le président Jokowi a toutes les cartes en main pour placer la liberté de la presse au cœur de son second mandat.

Les performances de la **Malaisie** (101^e, + 22) et des **Maldives** (79^e, + 19) confirment le rôle absolument déterminant d'une alternance politique pour permettre une amélioration de l'environnement de travail des journalistes et lutter contre le phénomène de l'autocensure.

La presse parvient également à s'imposer comme un acteur majeur dans les démocraties émergentes telles le **Bhoutan** (67^e, + 13), le **Timor oriental** (78^e, + 6) ou les **Samoa** (21^e, + 1). Dans des pays où le gouvernement est moins tolérant envers des médias critiques, comme aux îles Fidji (52^e) ou en **Mongolie** (73^e, - 3), les journalistes parviennent également à résister, notamment grâce à des garanties juridiques.

Concentration et polarisation

Dans des démocraties confirmées, les gouvernements prennent volontiers prétexte de la sécurité nationale pour mettre en cause le libre exercice du journalisme. On le constate régulièrement en **Corée du Sud** (42^e, - 1), où la loi menace de peines extrêmement sévères la publication d'informations jugées sensibles, notamment sur la Corée du Nord.

L'une des menaces majeures qui pèsent contre la liberté de la presse dans les démocraties d'Asie et d'Océanie reste les conséquences d'une concentration toujours plus grande des médias. C'est le cas au **Japon** (66^e, + 1), où les rédactions restent très dépendantes de la direction des "keiretsu", immenses conglomérats privilégiant les intérêts économiques.

Ces logiques commerciales entravent d'autant plus l'indépendance des médias qu'elles tendent à favoriser une polarisation à outrance et une recherche du sensationnalisme, comme c'est le cas aux îles Tonga (50^e, - 5), en **Papouasie-Nouvelle-Guinée** (46^e, - 8) ou à **Taiwan** (43^e, - 1). Même le modèle régional, la **Nouvelle-Zélande** (9^e), a perdu deux places en 2020 en raison de la persistance d'un paysage médiatique ultra-concentré. La preuve que, quel que soit l'endroit du monde où l'on veut exercer ce droit, la liberté de la presse reste un combat sans fin.

5/ AMÉRIQUE DU NORD

CLASSEMENT RSF 2020 : PERSISTANCE DE TENDANCES INQUIÉTANTES EN AMÉRIQUE DU NORD MALGRÉ DES AMÉLIORATIONS

Le Classement mondial de la liberté de la presse 2020 de Reporters sans frontières (RSF) montre qu'en dépit d'une légère amélioration, des tendances inquiétantes persistent à travers toute l'Amérique du Nord. À l'orée d'une nouvelle décennie, les États-Unis doivent de toute urgence retrouver leur statut d'excellence en matière de liberté de la presse à l'intérieur de leurs frontières, comme au-delà, pour se positionner de nouveau comme une démocratie de premier plan.

Dans l'ensemble de l'Amérique du Nord, les journalistes et les médias sont confrontés à des menaces verbales et physiques, se voient refuser des accès à l'information, tandis que les lois et les poursuites judiciaires limitant leurs droits se multiplient. La liberté de la presse aux États-Unis continue de pâtir de la présidence de Donald Trump, mais après trois ans de recul significatif dans le Classement de la liberté de la presse, le pays a retrouvé sa 45^e place (soit trois de plus que l'an dernier) et rejoint de justesse la zone des pays où la situation est qualifiée de « satisfaisante ». L'hostilité envers les journalistes et les médias s'est accentuée et intensifiée, et les attaques les plus virulentes se sont révélées être celles menées par le président lui-même – une attitude agressive qui, en pleine pandémie de coronavirus en 2020, n'a fait que s'aggraver : les journalistes qui couvrent la gestion de la crise par l'administration Trump subissent les foudres du président lors de ses conférences de presse. Bien qu'il se soit hissé à la 16^e place dans le Classement 2020, le **Canada** (+ 2) affiche un bilan mitigé, avec des refus d'accès à l'information et des décisions de justice qui ont entravé, mais aussi parfois défendu les droits des journalistes.

Persistance du harcèlement et des menaces

Le dénigrement public, les menaces et le harcèlement de journalistes continuent de sévir aux États-Unis. Comme les années précédentes, le président Trump a régulièrement ciblé journalistes et médias tout au long de l'année 2019, notamment à coups d'attaques personnelles et d'accusations de « fausses nouvelles ». Cette expression, popularisée par le président Trump au temps de sa campagne électorale, est aujourd'hui utilisée par des dirigeants du monde entier pour s'en prendre aux médias.

Le harcèlement de journalistes par des agents du Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis aux points d'entrée dans le pays, devient une pratique de plus en plus fréquente depuis deux ans. Un journaliste a déclaré avoir été interrogé de manière abusive à propos de ses articles sur le président Trump, et un autre a été accusé par un agent frontalier d'être un « menteur qui "attaquait la démocratie [américaine]" ». Même en **Jamaïque** (6^e, + 2), le pays le mieux classé d'Amérique du Nord, [le Premier ministre s'est inspiré de la stratégie du président Trump](#) : il a tenté de miner la confiance du public envers la presse en déclarant à ses sympathisants que celle-ci ne rapportait pas toujours les faits et qu'il était préférable de consulter ses propres pages sur les réseaux sociaux pour obtenir une information fiable.

Aux États-Unis, les gouvernements locaux, les [chefs religieux](#) et le public américain ont également fait preuve, au cours de l'année écoulée, d'une hostilité croissante envers la presse. Et ce même si le niveau de violence a globalement diminué par rapport à 2018 – année où un homme armé a tué cinq employés du journal *Capital Gazette*, dans le Maryland – et si le nombre officiel d'agression physique a été plus bas en 2019 que les deux années précédentes, selon l'[Observatoire américain de la liberté de la presse](#). Il reste qu'un peu partout, des journalistes continuent d'être agressés, notamment lors de [manifestations](#), de [rassemblements pro-Trump](#) et au sein de bâtiments législatifs d'État et [fédéraux](#). Un [soldat de l'armée américaine](#) et un lieutenant de la Garde côtière ont été arrêtés alors qu'ils préparaient, chacun de leur côté, de violentes attaques contre des journalistes et d'importants médias américains.

Représailles et refus de droits d'accès

Un [nombre croissant de journalistes se sont vus empêchés de couvrir certains sujets polémiques](#) dans l'ensemble des États américains, aux États-Unis comme au Canada. Sur tout le territoire américain, du [New Jersey](#) au [Kansas](#), les autorités ont restreint l'accès de la presse à des événements ou des rassemblements d'intérêt public. Certains, comme dans le [Vermont](#) ou l'[Arkansas](#), ont pris l'initiative d'imposer des réglementations susceptibles de limiter la couverture journalistique autorisée au sein d'édifices municipaux. L'administration Trump s'est elle-même tristement illustrée sur ce point. La conférence de presse quotidienne télévisée en présence du porte-parole, supprimée en mars 2019, a été remplacée par des « chopper talks » littéralement des « discours d'hélicoptère » qui se déroulent devant l'avion Air Force One ou l'hélicoptère Marine One. Ces interventions de type presse à sensation permettent au président de limiter et de contrôler le temps qu'il consacre à répondre aux questions. L'administration Trump a aussi tenté de révoquer l'accréditation presse d'un correspondant de la Maison Blanche en août 2019 et [interdit](#) l'accès aux réunions de haut niveau à l'équipe de presse.

En mars 2019, au moment de l'arrivée de la caravane de migrants du Honduras, des rapports ont par ailleurs révélé que [le gouvernement américain conservait une base de données secrète de journalistes](#), d'activistes et d'autres personnes qui avaient suivi la caravane, afin qu'ils soient soumis à un contrôle de sécurité et à un interrogatoire supplémentaires aux points frontaliers entre les États-Unis et le Mexique. Les journalistes figurant sur cette liste ont été détenus, contraints de montrer aux agents frontaliers le contenu de leur matériel professionnel et d'identifier des individus présents à la frontière.

Au Canada, des femmes journalistes autochtones ont été physiquement empêchées d'interviewer des chefs de tribu. Indépendamment de cet incident, la police fédérale a [bloqué l'accès de la presse à une manifestation pro-environnement](#) en territoire autochtone. Quelques mois plus tard, une [décision historique de justice prise en mars 2019](#) affirmait que les journalistes ont le droit de couvrir de telles manifestations et ont souligné l'importance de la couverture médiatique des questions autochtones.

Tester les limites de la liberté de la presse

En 2019, l'administration Trump a réitéré ses [mesures répressives](#) contre les lanceurs d'alerte. Trois employés du gouvernement ont fait l'objet de poursuites en vertu de l'Espionage Act de 1917 pour avoir transmis des documents classifiés à des journalistes. Et lors d'une initiative sans précédent, le Département de la justice américain a lancé 18 chefs d'inculpation contre le cofondateur de Wikileaks Julian Assange, dont 17 relèvent de l'Espionage Act. C'est la première fois qu'une personne est accusée d'espionnage pour avoir publié des documents classifiés. Si Julian Assange est extradé du Royaume-Uni et jugé coupable, cette décision pourrait créer un dangereux précédent juridique qui autoriserait les poursuites contre des journalistes pour avoir fait leur travail, ce qui est en principe protégé par la Constitution.

La « loi-bouclier » fédérale canadienne adoptée en 2017 a pris effet pour la première fois en septembre 2019, en réaffirmant le droit des journalistes à ne pas dévoiler l'identité de leurs sources. Malheureusement, la loi-bouclier ne s'applique pas à la protection de matériel confidentiel telles les communications – comme en témoigne le jugement d'un tribunal en juillet 2019, qui stipulait qu'un journaliste de *VICE Canada* devait divulguer à la police fédérale ses communications confidentielles avec une source – une décision lourde de conséquences pour l'indépendance journalistique. D'une part, les journalistes ne sont pas censés jouer le rôle d'enquêteurs pour les forces de l'ordre, et d'autre part, les relations de confiance qu'ils entretiennent avec leurs sources sont essentielles pour qu'ils puissent mener efficacement leur travail.

Bien que les États-Unis n'aient pas de loi-bouclier fédérale, la plupart des États ont leurs propres statuts garantissant aux journalistes le droit de ne pas livrer leurs sources. En mai 2019, la police de San Francisco a agi en violation de la loi-bouclier de Californie en perquisitionnant le domicile du journaliste indépendant Bryan Carmody et en saisissant son matériel professionnel pour découvrir l'identité de sa source confidentielle. Les juges ont finalement annulé les mandats de perquisition, les estimant illégaux en vertu de cette loi.

Ce que réserve l'avenir

À l'orée d'une nouvelle décennie, les pays qui composent la région d'Amérique du Nord devraient privilégier des politiques et des pratiques en faveur de la liberté de la presse et de la sécurité des journalistes. Aux États-Unis, il incombera aux nouveaux responsables publics de favoriser des mesures comme la loi-bouclier fédérale et une réforme de l'Espionage Act, afin d'interdire les poursuites de journalistes et de permettre la défense des lanceurs d'alerte dans l'intérêt du public. En dépit des mesures prises à l'encontre de la presse en territoire autochtone, le Canada, qui a cofondé la Coalition pour la liberté des médias avec le Royaume-Uni en juillet 2019, assume une position de leader dans les mesures générales de protection de la presse.

Après avoir adopté des lois susceptibles de porter atteinte à la protection de la presse, les pays caribéens comme **Trinidad-et-Tobago** (26^e, + 3) et la Jamaïque doivent les réviser et adopter une nouvelle législation qui garantisse une véritable liberté d'information.

L'année dernière aux États-Unis, journalistes et médias se sont préparés à une certaine violence et à des troubles liés aux élections de 2020, mais la pandémie de Covid-19 qui balaie le territoire et le monde entier a déplacé leurs préoccupations. Il y va de la responsabilité des gouvernements, des autorités et des institutions privées, aux États-Unis et en Amérique du Nord, de permettre d'une part à la presse de couvrir cette pandémie et son impact sur la vie quotidienne, d'autre part aux scientifiques, au personnel médical et aux fonctionnaires de communiquer sans entraves avec la presse sur ces questions sensibles.

6/ EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE

CLASSEMENT RSF 2020 : EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE, LA STABILITÉ DANS UNE RÉGION CADENASSÉE

La stagnation des pays de la zone Europe de l'Est et Asie centrale au dernier Classement mondial de la liberté de la presse cache une tendance inquiétante. La plus grande maîtrise des technologies par des pouvoirs autoritaires ou instables fait craindre une intensification de la censure des médias. Les poids lourds de la région, Moscou et Ankara, continuent de donner le mauvais exemple.

Un peu partout en Europe de l'Est et en Asie centrale, les hommes forts de la région consolident leur mainmise sur l'information, à l'instar de Recep Tayyip Erdogan, en **Turquie** (154^e, + 3), où la censure des médias, et notamment ceux en ligne, a été renforcée. La hausse de trois points du pays au Classement est due à un effet mécanique. Dans les faits, la baisse du nombre des journalistes emprisonnés en raison de l'amendement judiciaire d'octobre 2019 n'aura été que provisoire. Dans ce pays devenu plus autoritaire que jamais, citer un communiqué du PKK ou des Forces démocratiques syriennes, ou défier la version officielle de la politique sécuritaire sur les réseaux sociaux, peut conduire directement l'auteur en prison. L'incarcération de six journalistes pour leur couverture de la crise libyenne, dont trois du site *Odatv.com*, qui a également été fermé, n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Les voisins de la Turquie, **Russie** (149^e) en tête, persèverent également dans leur volonté de contrôler la Toile, employant des moyens de plus en plus élaborés. La [loi "sur l'internet souverain"](#) offre la possibilité aux autorités russes de déconnecter le réseau domestique du reste du monde. L'objectif affiché : se prémunir contre les menaces informatiques en cas de conflit. Les fournisseurs d'accès sont désormais tenus de diriger le trafic vers des infrastructures contrôlées par l'État. Même si des obstacles techniques empêchent une mise en œuvre immédiate, la perspective d'un scénario à la chinoise est extrêmement préoccupante. Des coupures du trafic ont été testées à grande échelle lors de manifestations à Moscou ou en république d'Ingouchie.

L'excès de zèle de l'autorité de contrôle russe des médias, Roskomnadzor, répertoriée comme [prédateur numérique](#) par RSF, entraîne déjà le blocage total ou partiel de sites d'information et de réseaux sociaux. La Crimée, trou noir de l'information depuis son annexion, est particulièrement touchée.

La fermeture du réseau internet national est déjà une réalité au **Turkménistan** (179^e, + 1), avant-dernier pays du Classement. Les rares internautes n'ont accès qu'à une version ultra-censurée du Web, souvent dans des cafés où la présentation de papiers d'identité est exigée pour toute connexion. Au **Tadjikistan** (161^e), les autorités se sont également arrogées le monopole de l'accès au réseau en 2018. De nouvelles techniques de blocage ont été mises en place, interdisant parfois l'accès même via un VPN aux rares médias indépendants comme [Asia-Plus](#). Dans un pays en transition comme le **Kazakhstan** (157^e, + 1), les [coupures](#) gagnent en efficacité : *Radio Azattyk*, Google ou encore Telegram sont des cibles privilégiées.

Une surveillance généralisée

Malgré les discours réformateurs du [nouveau président](#) kazakh, Kassym-Jomart Tokaïev, les autorités ont tenté d'instaurer une surveillance électronique en temps réel. L'été dernier, les internautes ont été contraints d'installer un "certificat de sécurité national" sous peine de restriction d'accès au réseau. Présentée comme un "test", cette obligation a été abandonnée, mais les certificats déjà téléchargés et non supprimés peuvent toujours servir de mouchards. La Russie impose de son côté le stockage des données personnelles sur son territoire, enjeu de souveraineté nationale. Cette mesure permet aux autorités de surveiller journalistes et utilisateurs des réseaux sociaux.

Autre outil de censure du modèle russe, les [armées de trolls](#) de l'homme d'affaires proche du Kremlin Evgueni Prigojine ou celles du pouvoir tadjik ne se contentent pas de propager de fausses informations : elles ciblent particulièrement des journalistes. Même en **Géorgie** (60^e), classée première de la zone, Facebook a fermé des centaines de [faux comptes](#) se présentant comme des médias et impliqués dans une campagne de désinformation en faveur des autorités. Enfin, les cyberattaques contre les médias gênants se multiplient, comme au **Kirghizistan** (82^e, + 1), dont le pluralisme fait figure d'exception en Asie centrale. En janvier dernier, les autorités ont refusé d'enquêter sur les attaques DDoS (*saturation de la bande passante) en série qui ont touché, entre autres, le site d'information *Factcheck.kg*, sans doute en représailles d'un article d'investigation en marge d'une [affaire de corruption](#) colossale.

Une information moins accessible

Délais de réponse allongés des administrations, documents "classés" pour en limiter l'accès, refus d'accréditations à des événements... Les journalistes des médias indépendants peinent à obtenir des informations officielles dans la plupart des pays de la région. C'est le cas en **Azerbaïdjan** (168^e, - 2) ou au **Bélarus** (153^e), où les refus d'accès aux événements publics se multiplient. Au Kirghizistan, de plus en plus de sujets importants sont discutés à huis clos, dans les commissions parlementaires par exemple, ou dans des conditions restreignant de facto l'accès aux journalistes, à l'image de procès tenus dans des salles exigües.

En outre, les refus d'accréditations à des journalistes travaillant pour des médias étrangers ou la menace de leur annulation entravent leur accès à l'information, quand ils ne favorisent pas l'autocensure. Les services locaux du média américain *Radio Free Europe / Radio Liberty* sont particulièrement touchés au Kazakhstan, au Tadjikistan ou encore en **Ouzbékistan** (156^e), qui gagne pourtant quatre places grâce aux réformes entreprises depuis la mort du président Islam Karimov en 2016. Certains journalistes étrangers éprouvent par ailleurs des difficultés croissantes à obtenir leur accréditation pour la Russie, même si les procédures restent officiellement inchangées. Et les indépendants travaillant pour la presse étrangère risquent désormais d'être affublés du sceau infamant d'["agents de l'étranger"](#), déjà porté par plusieurs médias et les principales organisations de défense des médias.

Un sentiment d'impunité croissant

Au moins 37 professionnels russes des médias ont été [tués du fait de leurs activités d'information](#) depuis l'an 2000. Dans la grande majorité des cas, comme dans d'autres pays, les enquêtes ne donnent rien et les commanditaires ne sont jamais identifiés. Dans ce contexte, les discours de haine deviennent plus violents. Le dirigeant de la République de Tchouvachie, en Russie, a appelé publiquement à ["buter" les journalistes](#) critiques. [Agressée en Tchétchénie](#), véritable trou noir de l'information, la journaliste de *Novaïa Gazeta* Elena Milachina a été la cible, dès le lendemain de son attaque, d'une campagne de

propagande de chaînes de télévision locales approuvant ces violences, voire appelant au meurtre, et ce en toute impunité.

La progression de six points de l'**Ukraine** (96°), la plus forte de la zone, s'explique davantage par un effet mécanique lié à d'autres mouvements dans le Classement que par un progrès réel : les espoirs suscités par l'élection de Volodymyr Zelensky à la tête de l'État tardent en effet à se concrétiser. L'espace médiatique reste polarisé à l'image de la société, et l'impunité ambiante favorise le passage aux violences physiques contre les journalistes, [un phénomène en augmentation](#). Des groupes nationalistes, notamment, s'en prennent à des médias indépendants comme [Bellingcat](#), devenus la cible de menaces de mort. En **Arménie** (61°), l'animosité envers des journalistes, qui auparavant se traduisait par de la violence physique directe, laisse peu à peu la place au [harcèlement judiciaire](#). La multiplication inquiétante des procédures tend à criminaliser le métier de journaliste et mobilise les ressources des médias, freinant leur travail d'information.

L'État lui-même donne souvent l'exemple : une législation floue et appliquée de manière sélective sert de prétexte à condamner des journalistes et des blogueurs pour extrémisme ou atteinte à la souveraineté du territoire, par exemple. C'est le cas de la Russie, qui a inscrit la journaliste [Svetlana Prokopenko](#) sur sa liste des "terroristes" pour une chronique radiophonique. En Asie centrale et en Azerbaïdjan, les autorités usent volontiers, entre autres, des lois "d'incitation à la haine" sociale, religieuse ou interethnique.

Les excès de la lutte contre la désinformation

Les problèmes d'indépendance des médias dont la ligne éditoriale reflète les intérêts de leur propriétaire persistent dans la plupart des pays de la zone. En **Moldavie** (91°), l'empire médiatique construit par l'ancien milliardaire et chef du Parti démocrate Vladimir Plahotniuc a perdu de son influence pour être rapidement remplacé par une nouvelle holding affiliée à son concurrent pro-russe, le Parti des socialistes. Ce poids étouffant des oligarques pro-gouvernementaux ou favorables à l'opposition, et les campagnes de désinformation qui l'accompagnent, incitent les États à produire des lois de plus en plus dangereuses pour la liberté de la presse. En Ukraine, [un projet de loi](#) compte introduire une responsabilité pénale des journalistes en cas de "désinformation" et la création d'un nouvel organe aux pouvoirs discrétionnaires chargé de vérifier la véracité des contenus. C'est également au nom de la lutte contre les fausses nouvelles et de l'intérêt national que des utilisateurs de réseaux sociaux sont arrêtés en Arménie, où certains ministères tentent par ailleurs de légiférer dans ce domaine sans discussion préalable avec la société civile ou les médias.

Une indépendance économique fragilisée

À l'heure où de nombreux médias indépendants luttent pour leur survie et où cette précarité économique entrave leur croissance, le journalisme d'investigation peine à se développer, faute de moyens. Privés à la fois de subventions publiques et du marché publicitaire, dotés d'une faible audience, ils sont également visés au Bélarus par des [amendes en série](#). En Ouzbékistan, alors que les annonceurs craignent des représailles s'ils font paraître des publicités dans des médias indépendants, la législation leur interdit de recevoir des subventions de l'étranger. En Moldavie, le marché publicitaire est contrôlé par des politiques ou leurs proches. Toutes ces restrictions fragilisent encore la position des journalistes de ces médias, qui perçoivent des salaires souvent bien inférieurs à ceux d

7/ UNION EUROPÉENNE ET BALKANS

CLASSEMENT RSF 2020 : JOURNALISTE EN EUROPE, UNE MISSION TOUJOURS PLUS RISQUÉE

Affaiblissement de l'état de droit, violences, crise numérique et économique : pour exercer leur métier, les journalistes européens sont de plus en plus nombreux à prendre des risques et faire face à des menaces multiples.

La liberté de la presse tient désormais une place importante dans l'agenda de la nouvelle Commission européenne, mise en place en 2019, conformément aux [recommandations](#) publiées par Reporters sans frontières (RSF) pendant la campagne pour les élections européennes. Dans une Europe secouée par une série des plus graves exactions commises contre les journalistes y compris des assassinats, le temps est venu de placer la liberté de la presse au premier rang de ses combats. RSF se félicite de la feuille de route de la Vice-présidente de la Commission européenne chargée des valeurs et de la transparence, Vra Jourová, qui prévoit de renforcer la liberté des médias, de rendre les réseaux sociaux plus responsables et de protéger le processus démocratique. Néanmoins, il est regrettable que le portefeuille de l'élargissement - si crucial pour l'intégration des Balkans occidentaux - ait été confié au commissaire hongrois, représentant d'un régime des plus répressifs de l'UE.

Si les nouvelles institutions européennes accordent une importance aussi grande à la liberté de la presse, c'est que le risque d'une dérive est perçu à sa juste mesure. Un [tournant autoritaire](#) se confirme en Hongrie, où le Premier ministre Viktor Orban s'est arrogé les pleins pouvoirs pour une durée indéterminée au prétexte de l'épidémie de coronavirus. Une peine de prison de cinq ans est maintenant prévue pour la publication de fausses informations. Cette disposition donne à la justice hongroise, et même aux autorités politiques, un moyen de pression supplémentaire sur les médias indépendants. Préalablement, le gouvernement avait instauré son [contrôle sur la plupart des médias](#) via notamment une fondation pour la presse. L'attribution de la publicité d'État aux médias considérés comme loyaux est un autre moyen de pression. L'élection de membres du parti au pouvoir Fidesz au Conseil des médias, l'organe de régulation de l'audiovisuel, a contribué au renforcement du contrôle gouvernemental dans le secteur médiatique. Ainsi s'explique aussi la baisse de deux points de la **Hongrie** au Classement 2020 (89^e).

En **Pologne** (62^e, - 3), qui perd également trois places cette année, la mainmise du gouvernement sur la justice commence à produire des effets néfastes sur la liberté de la presse. Certains tribunaux utilisent l'article 212 du code pénal qui permet de [condamner](#) des journalistes accusés de diffamation à des peines pouvant aller jusqu'à un an de prison. À ce jour, les juges se sont contentés d'infliger des amendes, mais le mal est fait : un climat d'autocensure, déjà latent, s'est installé.

En Europe du Sud, la croisade des autorités contre les médias est très active. En **Bulgarie** (111^e), qui conserve la dernière place de toute la région, la tentative de la direction de la radio publique de [suspendre Silvia Velikova](#), journaliste expérimentée, connue pour ses critiques envers le pouvoir, a mis en lumière le manque d'indépendance de l'audiovisuel public bulgare et l'emprise de certains dirigeants politiques sur leur ligne éditoriale.

Bien qu'ils aspirent à entrer dans l'UE, le **Monténégro** (105^e) et **l'Albanie** (84^e) perdent respectivement une et deux places après une année marquée par le placement en détention de journalistes sous prétexte de lutte contre la désinformation, et par des cas de harcèlement judiciaire, avec notamment le procès kafkaïen intenté au journaliste d'investigation monténégrin [Jovo Martinovi](#).

Dans le même temps, de nombreuses exactions contre les reporters des Balkans restent impunies. En **Serbie** (93^e) qui perd de nouveau trois places dans le Classement 2020, les auteurs de l'incendie de la maison du journaliste d'investigation [Milan Jovanovi](#) n'ont pas toujours pas été condamnés par la justice.

La lutte contre l'impunité des crimes commis contre les journalistes progresse cependant dans deux pays de l'UE. C'est le cas en **Slovaquie** (33^e, + 2), où les commanditaires présumés du meurtre de Ján Kuciak, et de sa fiancée Martina Kušnírová, ont été traduits en justice, faisant remonter le pays dans le Classement pour la première fois depuis trois ans, tandis qu'à **Malte** (81^e, - 4) l'enquête sur le meurtre de Daphne Caruana Galizia [progresse](#) enfin, même si les journalistes continuent de subir d'intenses pressions judiciaires.

Violences verbales et physiques

Les journalistes se retrouvent aussi confrontés aux violences des forces de l'ordre ou des manifestants comme en France (34^e, - 2) où, dans le cadre du mouvement des [Gilets jaunes](#), de nombreux journalistes ont été blessés par les tirs de LBD (lanceurs de balles de défense) ou de gaz lacrymogène des forces de l'ordre, et agressés par des manifestants en colère. Ce phénomène qui se développe partout en Europe est aussi la conséquence des campagnes de haine et de la perte de confiance de la population envers la profession. En **Espagne** (29^e), l'inquiétante percée du [parti d'extrême droite Vox](#) et les agressions commises contre les journalistes par ses militants sont venues s'ajouter aux violences perpétrées [par les indépendantistes](#) lors des manifestations en Catalogne. En **Autriche** (18^e, - 2), en **Italie** (41^e, + 2) et en **Grèce** (65^e), l'extrême droite s'en prend régulièrement aux reporters sur le terrain, dans un contexte d'hostilité croissante envers les [migrants](#).

Les reporters peuvent enfin perdre la vie dans l'exercice de leurs fonctions, comme la journaliste nord-irlandaise [Lyra McKee, abattue](#) alors qu'elle couvrait des émeutes à Derry. Elle est la troisième journaliste tuée sur le continent européen en trois ans, après les assassinats des journalistes d'investigation Daphne Caruana Galizia à Malte et de Ján Kuciak en Slovaquie.

Cyberviolence et surveillance

Les menaces numériques comme la cyberviolence et la surveillance contribuent à fragiliser le métier de journaliste sur tout le continent, y compris dans les pays les plus respectueux des libertés. Le cyberharcèlement se développe en **Norvège** (1^{er}) qui conserve malgré tout sa première place dans le Classement, en **Finlande** (2^e), ou en **Estonie** (14^e, - 3). Cette nouvelle menace a provoqué la baisse de la **Suède** (4^e, - 1) et des **Pays-Bas** (5^e, - 1), ce qui a entraîné une remontée mécanique du **Danemark** (3^e, + 2), qui rejoint ainsi le trio de tête. Par ailleurs, en Scandinavie, la cyberviolence la plus agressive contre les journalistes s'organise depuis la Chine et l'Iran, tandis que les reporters baltes subissent surtout les agressions des trolls russes.

La remise en question du secret des sources est une autre menace qui pèse sur le journalisme en Europe. En **Allemagne** (11^e, + 2), une disposition criminalisant le traitement des données divulguées ainsi qu'un projet de loi permettant aux services de renseignement allemands de [pirater](#) des ordinateurs

et des smartphones ou d'intercepter des communications cryptées sans supervision judiciaire ont été proposés par le gouvernement. En **Roumanie** (48^e, - 1), qui cumule déjà de nombreuses atteintes à la liberté de l'information, un détournement de l'esprit du nouveau règlement européen sur la protection des données (RGPD) permet aux autorités, mais aussi à des entreprises ou des particuliers, d'invoquer ces dispositions pour refuser aux journalistes l'accès à l'information, et même de poursuivre en justice les médias ayant publié des articles d'investigation.

Crise économique

Partout en Europe, les difficultés économiques ont accéléré la concentration des médias, ce qui fait peser de nouvelles menaces sur la situation des journalistes. En **Lettonie** (22^e, + 2), qui conserve sa bonne place dans le Classement, la plus ancienne télévision privée du pays a licencié 30 journalistes à la suite d'un changement de propriétaire. Le rachat de la Central European Media Enterprises (CME) par le groupe de Petr Kellner, première fortune de la **République tchèque** (40^e), suscite par ailleurs des inquiétudes dans plusieurs pays d'Europe orientale, où la CME contrôle des chaînes de télévision influentes.

Dans toute l'Europe centrale et orientale, le journalisme audiovisuel est désormais affaibli par les attaques incessantes des gouvernements contre l'indépendance éditoriale des médias publics. C'est le cas notamment de la radio BNR de **Bulgarie** (111^e), de [la télévision TVP](#) de **Pologne** (62^e, - 3) et de [l'audiovisuel public RTVS](#) de **Slovaquie** (33^e, + 2) où, en dépit des avancées enregistrées par ce dernier pays sur d'autres plans, les journalistes continuent à être confrontés aux pressions politiques de la direction.

La situation se détériore aussi en Europe occidentale, notamment à cause des nouveaux modes de gestion financière de l'audiovisuel public, peu respectueux de la liberté de l'information. Au **Luxembourg** (17^e), une partie de la rédaction de la radio publique a reproché au gouvernement une ingérence dans sa gouvernance et déclenché une fronde inédite. En **Belgique** (12^e, - 3), les journalistes ont défilé contre le manque de moyens provoqué par les coupes budgétaires – une première dans le pays, et qui contribue à son recul de trois places dans le Classement.

8/ MOYENT-ORIENT

CLASSEMENT RSF 2020 : LE MIRAGE DE L'ACCALMIE AU MOYEN-ORIENT

La zone Moyen-Orient s'assombrit davantage, avec un pays, l'Irak, qui cette année bascule dans le noir sur la carte de la liberté de la presse. Après une légère baisse du nombre de violations, la violente répression des manifestations populaires, la reprise des opérations militaires de plus en plus localisées et le renforcement de la mainmise de régimes déjà tout-puissants ont dissipé les espoirs d'apaisement.

Les guerres qui déchirent le Moyen-Orient ont beau avoir été, ces 12 derniers mois, moins meurtrières, cette région du monde continue de concentrer le plus grand nombre de journalistes tués. Et même si les évolutions des conflits dans la région ont permis de faire baisser la violence et l'insécurité, l'accalmie aura finalement été de courte durée : [l'intervention de la Turquie](#) au Kurdistan syrien puis [l'offensive à Idlib](#), dans le nord-ouest de la **Syrie** (174^e), ou encore l'éclatement de mouvements de contestation dans différents pays de la région et la poursuite de la dérive autoritaire de certains États sont autant de menaces qui perdurent pour les journalistes et les médias de la région.

Silence, on emprisonne !

Quand ils ne sont pas dans des pays ravagés par la guerre, les journalistes jouissent d'une relative sécurité, mais au prix d'un contrôle renforcé des autorités en place à leur encontre et de l'emprise exercé par un pouvoir tout-puissant. Ainsi, si l'**Arabie saoudite** (170^e, + 2) et l'Égypte (166^e, - 3) sont reconnues comme des pays stables et des alliés fiables dans la région pour les Occidentaux, les deux ont en commun d'être, après la Chine, les plus grandes prisons au monde pour les journalistes.

L'emprise de ces régimes autoritaires sur l'information s'est confirmée depuis la [crise du coronavirus](#). Ainsi l'Égypte, après avoir procédé en septembre 2019 à la [vague d'arrestations de journalistes](#) la plus importante depuis l'arrivée au pouvoir du président Abdel Fattah al-Sissi en 2014, recourt à son arsenal législatif relatif à la lutte antiterroriste pour resserrer encore un peu plus son étau sur les journalistes, notamment depuis le début de la pandémie. Les accusations de "diffusion de fausses nouvelles" justifient le blocage de pages et de sites internet, mais aussi les [retraits d'accréditations de journalistes](#) qui remettent en question le bilan officiel.

Un contrôle de l'information renforcé

Tous les moyens sont bons pour contrôler l'information. Avant la crise sanitaire liée au coronavirus, le pouvoir égyptien n'avait pas hésité, au moment du décès de l'ancien président Mohamed Morsi en juin 2019, à transmettre tout bonnement des consignes aux rédactions et leur fournir les communiqués officiels à diffuser.

Dans les zones contrôlées par le gouvernement syrien, les seules informations qui circulent proviennent exclusivement de l'agence de presse gouvernementale SANA. Depuis l'apparition du Covid-19, le ministère syrien de la Santé a réaffirmé le monopole de cette agence sur les informations relatives à la

pandémie. La moindre velléité de critique ou allusion à des cas de personnes contaminées ou à la corruption et à la pauvreté peut valoir aux journalistes, [même aux plus loyalistes](#), une convocation par les services de renseignement et un emprisonnement à durée indéterminée. Le journaliste Wissam Al Tayr, très proche de Bachar al-Assad, a ainsi été emprisonné plusieurs mois pour avoir simplement évoqué l'augmentation des prix du carburant.

Les médias peuvent être aussi étroitement surveillés, avec des méthodes de piratage et d'espionnage sophistiquées. Les autorités saoudiennes ont ainsi récolté les informations personnelles de milliers de comptes Twitter appartenant à des personnes considérées comme des opposants et ont notamment [infiltré le téléphone](#) de Jeff Bezos, propriétaire du *Washington Post*, auquel collaborait le journaliste saoudien assassiné Jamal Khashoggi.

Vent de protestation, vague de répression

Dans la seconde moitié de l'année, le Moyen-Orient a connu une vague de manifestations inattendues, notamment au **Liban** (102^e, - 1) et en **Irak** (162^e, - 6), qui a basculé dans la zone noire du Classement. Depuis le début du mois d'octobre 2019, les médias irakiens, qui se font l'écho du mécontentement populaire en couvrant les manifestations, sont devenus des cibles privilégiées des autorités, [des milices](#) et des forces de l'ordre qui tirent à balles réelles lors des rassemblements. L'État n'est pas étranger à ce climat hostile : la commission de régulation des médias a ainsi [suspendu une dizaine de chaînes](#), interdit les diffusions en direct et bloqué internet à plusieurs reprises.

Ce modèle répressif a été fortement inspiré des [pratiques en vigueur](#) en **Iran** (173^e, - 3), où le réseau internet est régulièrement coupé et où la répression a permis au régime d'imposer un "internet halal" inspiré de la "charia", la loi islamique. Ce réseau permet de contrôler l'information, comme ce fut le cas lorsque d'importantes protestations populaires ont éclaté dans le pays. La création de l'Union des radios et télévisions islamiques, qui regroupe plus de 200 chaînes à travers le monde, a également permis de répandre la propagande iranienne et des "fake news" bien au-delà des frontières nationales.

Les multiples mouvements de contestation ont par ailleurs exacerbé la polarisation des médias et la défiance envers les journalistes. Au Liban, des dizaines d'équipes de chaînes proches du pouvoir et réputées hostiles à la révolution ont été [agressées](#) par des manifestants. D'autres journalistes sont violemment attaqués en ligne par des mouvements politiques et communautaires.

En **Israël** (88^e), le Premier ministre Benjamin Netanyahu et ses sympathisants [attaquent](#) régulièrement les médias en les accusant de répandre des "fake news" et de servir une "propagande gauchiste", au point qu'un journaliste à l'origine de révélations sur des scandales de corruption a été contraint de faire appel à un garde du corps pour assurer sa sécurité. Dans le même temps, les journalistes en **Palestine** (137^e) ont toujours autant de difficultés pour couvrir les manifestations hebdomadaires du vendredi contre l'occupation israélienne. Les [tensions](#) se sont ravivées avec le "deal du siècle" présenté par Donald Trump, et le nombre de blessés graves est en augmentation.

Les conflits armés, l'instabilité politique ou la répression des manifestations ont fait de la violence une constante du travail des journalistes du Moyen-Orient. Assurer la sécurité des acteurs de l'information est plus que jamais devenu un enjeu majeur dans la région, d'autant qu'au lieu de protéger les journalistes et les médias, de nombreux États ont choisi de renforcer leur mainmise sur l'information et profitent des évolutions technologiques pour accentuer leur surveillance de la profession. Dans ce climat

où la criminalisation du journalisme et la répression systématique sont la règle, si ces mêmes États ne consentent pas à autoriser le développement d'une presse libre et indépendante, c'est tout simplement la notion même de journalisme qui risque, à terme, de disparaître dans la région.

CLASSEMENT DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 2020

ISO	Rank 2020	FR_Country	EN_country	Score 2020	^	Rank 2019	Score 2019	Zone	Couleur
NOR	1	Norvège	Norway	7,84	+0	1	7,82	UE Balkans	
FIN	2	Finlande	Finland	7,93	+0	2	7,90	UE Balkans	
DNK	3	Danemark	Denmark	8,13	+2	5	9,87	UE Balkans	
SWE	4	Suede	Sweden	9,25	-1	3	8,31	UE Balkans	
NLD	5	Pays-Bas	Netherlands	9,96	-1	4	8,63	UE Balkans	
JAM	6	Jamaïque	Jamaica	10,51	+2	8	11,13	Amériques	
CRI	7	Costa Rica	Costa Rica	10,53	+3	10	12,24	Amériques	
CHE	8	Suisse	Switzerland	10,62	-2	6	10,52	UE Balkans	
NZL	9	Nouvelle-Zélande	New Zealand	10,69	-2	7	10,75	Asie-Pacifique	
PRT	10	Portugal	Portugal	11,83	+2	12	12,63	UE Balkans	
DEU	11	Allemagne	Germany	12,16	+2	13	14,60	UE Balkans	
BEL	12	Belgique	Belgium	12,57	-3	9	12,07	UE Balkans	
IRL	13	Irlande	Ireland	12,60	+2	15	15,00	UE Balkans	
EST	14	Estonie	Estonia	12,61	-3	11	12,27	UE Balkans	
ISL	15	Islande	Iceland	15,12	-1	14	14,71	UE Balkans	
CAN	16	Canada	Canada	15,29	+2	18	15,69	Amériques	
LUX	17	Luxembourg	Luxembourg	15,46	+0	17	15,66	UE Balkans	
AUT	18	Autriche	Austria	15,78	-2	16	15,33	UE Balkans	
URY	19	Uruguay	Uruguay	15,79	+0	19	16,06	Amériques	
SUR	20	Surinam	Suriname	17,50	+0	20	16,38	Amériques	
WSM	21	Samoa	Samoa	18,25	+1	22	18,25	Asie-Pacifique	
LVA	22	Lettonie	Latvia	18,56	+2	24	19,53	UE Balkans	
NAM	23	Namibie	Namibia	19,25	+0	23	18,95	Afrique	
LIE	24	Liechtenstein	Liechtenstein	19,52	+2	26	20,49	UE Balkans	
CPV	25	Cap-Vert	Cape Verde	20,15	+0	25	19,81	Afrique	
AUS	26	Australie	Australia	20,21	-5	21	16,55	Asie-Pacifique	
CYP	27	Chypre	Cyprus	20,45	+1	28	21,74	UE Balkans	
LTU	28	Lituanie	Lithuania	21,19	+2	30	22,06	UE Balkans	
ESP	29	Espagne	Spain	22,16	+0	29	21,99	UE Balkans	
GHA	30	Ghana	Ghana	22,26	-3	27	20,81	Afrique	
ZAF	31	Afrique du Sud	South Africa	22,41	+0	31	22,19	Afrique	
SVN	32	Slovénie	Slovenia	22,64	+2	34	22,31	UE Balkans	
SVK	33	Slovaquie	Slovakia	22,67	+2	35	23,58	UE Balkans	
FRA	34	France	France	22,92	-2	32	22,21	UE Balkans	
GBR	35	Royaume-Uni	United Kingdom	22,93	-2	33	22,23	UE Balkans	

ISO	Rank 2020	FR_Country	EN_country	Score 2020	^	Rank 2019	Score 2019	Zone	Couleur
TTO	36	Trinité-et-Tobago	Trinidad and Tobago	23,22	+3	39	24,74	Amériques	
AND	37	Andorre	Andorra	23,23	+0	37	24,63	UE Balkans	
BFA	38	Burkina Faso	Burkina Faso	23,47	-2	36	24,53	Afrique	
BWA	39	Botswana	Botswana	23,56	+5	44	25,09	Afrique	
CZE	40	République tchèque	Czech Republic	23,57	+0	40	24,89	UE Balkans	
ITA	41	Italie	Italy	23,69	+2	43	24,98	UE Balkans	
KOR	42	Corée du Sud	South Korea	23,70	-1	41	24,94	Asie-Pacifique	
TWN	43	Taiwan	Taiwan	23,76	-1	42	24,98	Asie-Pacifique	
XCD	44	OECS	OECS	23,78	+6	50	26,04	Amériques	
USA	45	Etats Unis	United States	23,85	+3	48	25,69	Amériques	
PNG	46	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Papua New Guinea	23,93	-8	38	24,70	Asie-Pacifique	
SEN	47	Sénégal	Senegal	23,99	+2	49	25,81	Afrique	
ROU	48	Roumanie	Romania	25,91	-1	47	25,67	UE Balkans	
GUY	49	Guyana	Guyana	26,63	+2	51	26,63	Amériques	
TON	50	Tonga	Tonga	27,27	-5	45	25,41	Asie-Pacifique	
CHL	51	Chili	Chile	27,31	-5	46	25,65	Amériques	
FJI	52	Fidji	Fiji	27,41	+0	52	27,18	Asie-Pacifique	
BLZ	53	Bélize	Belize	27,50	+0	53	27,50	Amériques	
MDG	54	Madagascar	Madagascar	27,68	+0	54	27,76	Afrique	
DOM	55	République dominicaine	Dominican Republic	27,90	+0	55	27,90	Amériques	
MUS	56	Maurice	Mauritius	28,00	+2	58	28,46	Afrique	
NER	57	Niger	Niger	28,25	+9	66	29,26	Afrique	
BIH	58	Bosnie-Herzégovine	Bosnia and Herzegovina	28,51	+5	63	29,02	UE Balkans	
HRV	59	Croatie	Croatia	28,51	+5	64	29,03	UE Balkans	
GEO	60	Géorgie	Georgia	28,59	+0	60	28,98	EEAC	
ARM	61	Arménie	Armenia	28,60	+0	61	28,98	EEAC	
POL	62	Pologne	Poland	28,65	-3	59	28,89	UE Balkans	
SYC	63	Seychelles	Seychelles	28,66	+6	69	29,41	Afrique	
ARG	64	Argentine	Argentina	28,78	-7	57	28,30	Amériques	
GRC	65	Grèce	Greece	28,80	+0	65	29,08	UE Balkans	
JPN	66	Japon	Japan	28,86	+1	67	29,36	Asie-Pacifique	
BTN	67	Bhoutan	Bhutan	28,90	+13	80	29,81	Asie-Pacifique	
CIV	68	Côte d'Ivoire	Ivory Coast	28,94	+3	71	29,52	Afrique	
MWI	69	Malawi	Malawi	29,32	-1	68	29,36	Afrique	
XKO	70	Kosovo	Kosovo	29,33	+5	75	29,68	UE Balkans	
TGO	71	Togo	Togo	29,33	+5	76	29,69	Afrique	
TUN	72	Tunisie	Tunisia	29,45	+0	72	29,61	MENA	
MNG	73	Mongolie	Mongolia	29,61	-3	70	29,51	Asie-Pacifique	
SLV	74	El Salvador	El Salvador	29,70	+7	81	29,81	Amériques	
COM	75	Comores	Comoros	29,77	-19	56	27,91	Afrique	

ISO	Rank 2020	FR_Country	EN_country	Score 2020	^	Rank 2019	Score 2019	Zone	Couleur
PAN	76	Panama	Panama	29,78	+3	79	29,78	Amériques	
CTU	77	Chypre (partie Nord)	Cyprus North	29,79	-3	74	29,67	UE Balkans	
TLS	78	Timor-Leste	East Timor	29,90	+6	84	29,93	Asie-Pacifique	
MDV	79	Maldives	Maldives	29,93	+19	98	32,16	Asie-Pacifique	
HKG	80	Hong-Kong	Hong Kong	30,01	-7	73	29,65	Asie-Pacifique	
MLT	81	Malte	Malta	30,16	-4	77	29,74	UE Balkans	
KGZ	82	Kirghizstan	Kyrgyzstan	30,19	+1	83	29,92	EEAC	
HTI	83	Haïti	Haiti	30,20	-21	62	29,00	Amériques	
ALB	84	Albanie	Albania	30,25	-2	82	29,84	UE Balkans	
SLE	85	Sierra Leone	Sierra Leone	30,28	+1	86	30,36	Afrique	
LSO	86	Lesotho	Lesotho	30,45	-8	78	29,74	Afrique	
GMB	87	Gambie	Gambia	30,62	+5	92	31,35	Afrique	
ISR	88	Israël	Israel	30,84	+0	88	30,80	MENA	
HUN	89	Hongrie	Hungary	30,84	-2	87	30,44	UE Balkans	
PER	90	Perou	Peru	30,94	-5	85	30,22	Amériques	
MDA	91	Moldavie	Moldova	31,16	+0	91	31,21	EEAC	
MKD	92	Macédoine	Macedonia	31,28	+3	95	31,66	UE Balkans	
SRB	93	Serbie	Serbia	31,62	-3	90	31,18	UE Balkans	
GNB	94	Guinée-Bissau	Guinea-Bissau	32,06	-5	89	30,95	Afrique	
LBR	95	Liberia	Liberia	32,25	-2	93	31,49	Afrique	
UKR	96	Ukraine	Ukraine	32,52	+6	102	32,46	EEAC	
MRT	97	Mauritanie	Mauritania	32,54	-3	94	31,65	Afrique	
ECU	98	Equateur	Ecuador	32,62	-1	97	31,88	Amériques	
ETH	99	Éthiopie	Ethiopia	32,82	+11	110	35,11	Afrique	
PRY	100	Paraguay	Paraguay	32,97	-1	99	32,40	Amériques	
MYS	101	Malaisie	Malaysia	33,12	+22	123	36,74	Asie-Pacifique	
LBN	102	Liban	Lebanon	33,19	-1	101	32,44	MENA	
KEN	103	Kenya	Kenya	33,72	-3	100	32,44	Afrique	
MOZ	104	Mozambique	Mozambique	33,79	-1	103	32,66	Afrique	
MNE	105	Monténégro	Montenegro	33,83	-1	104	32,74	UE Balkans	
AGO	106	Angola	Angola	33,92	+3	109	34,96	Afrique	
BRA	107	Brésil	Brazil	34,05	-2	105	32,79	Amériques	
MLI	108	Mali	Mali	34,12	+4	112	35,23	Afrique	
KWT	109	Koweït	Kuwait	34,30	-1	108	33,86	MENA	
GIN	110	Guinée	Guinea	34,34	-3	107	33,49	Afrique	
BGR	111	Bulgarie	Bulgaria	35,06	+0	111	35,11	UE Balkans	
NPL	112	Népal	Nepal	35,10	-6	106	33,40	Asie-Pacifique	
BEN	113	Bénin	Benin	35,11	-17	96	31,74	Afrique	
BOL	114	Bolivie	Bolivia	35,37	-1	113	35,38	Amériques	
NGA	115	Nigeria	Nigeria	35,63	+5	120	36,50	Afrique	
GTM	116	Guatemala	Guatemala	35,74	+0	116	35,94	Amériques	

ISO	Rank 2020	FR_Country	EN_country	Score 2020	^	Rank 2019	Score 2019	Zone	Couleur
NIC	117	Nicaragua	Nicaragua	35,81	-3	114	35,53	Amériques	
COG	118	Congo	Congo	36,56	-1	117	36,04	Afrique	
IDN	119	Indonésie	Indonesia	36,82	+5	124	36,77	Asie-Pacifique	
ZMB	120	Zambie	Zambia	37,00	-1	119	36,38	Afrique	
GAB	121	Gabon	Gabon	37,20	-6	115	35,60	Afrique	
AFG	122	Afghanistan	Afghanistan	37,70	-1	121	36,55	Asie-Pacifique	
TCD	123	Tchad	Chad	39,70	-1	122	36,71	Afrique	
TZA	124	Tanzanie	Tanzania	40,25	-6	118	36,28	Afrique	
UGA	125	Ouganda	Uganda	40,95	+0	125	39,42	Afrique	
ZWE	126	Zimbabwe	Zimbabwe	40,95	+1	127	42,23	Afrique	
LKA	127	Sri Lanka	Sri Lanka	41,94	-1	126	39,61	Asie-Pacifique	
JOR	128	Jordanie	Jordan	42,08	+2	130	43,11	MENA	
QAT	129	Qatar	Qatar	42,51	-1	128	42,51	MENA	
COL	130	Colombie	Colombia	42,66	-1	129	42,82	Amériques	
ARE	131	Émirats arabes unis	United Arab Emirates	42,69	+2	133	43,63	MENA	
CAF	132	République centrafricaine	Central African Republic	42,87	+13	145	47,27	Afrique	
MAR	133	Maroc	Morocco	42,88	+2	135	43,98	MENA	
CMR	134	Cameroun	Cameroon	43,28	-3	131	43,32	Afrique	
OMN	135	Oman	Oman	43,42	-3	132	43,42	MENA	
PHL	136	Philippines	Philippines	43,54	-2	134	43,91	Asie-Pacifique	
PSE	137	Palestine	Palestine	44,09	+0	137	44,68	MENA	
SSD	138	Soudan du Sud	South Sudan	44,49	+1	139	45,65	Afrique	
MMR	139	Birmanie	Myanmar	44,77	-1	138	44,92	Asie-Pacifique	
THA	140	Thaïlande	Thailand	44,94	-4	136	44,10	Asie-Pacifique	
SWZ	141	Swaziland	Swaziland	45,15	+6	147	49,09	Afrique	
IND	142	Inde	India	45,33	-2	140	45,67	Asie-Pacifique	
MEX	143	Mexique	Mexico	45,45	+1	144	46,78	Amériques	
KHM	144	Cambodge	Cambodia	45,46	-1	143	45,90	Asie-Pacifique	
PAK	145	Pakistan	Pakistan	45,52	-3	142	45,83	Asie-Pacifique	
DZA	146	Algérie	Algeria	45,52	-5	141	45,75	MENA	
VEN	147	Venezuela	Venezuela	45,66	+1	148	49,10	Amériques	
HND	148	Honduras	Honduras	48,20	-2	146	48,53	Amériques	
RUS	149	Russie	Russian Federation	48,92	+0	149	50,31	EEAC	
COD	150	RD Congo	The Democratic Republic Of The Congo	49,09	+4	154	51,71	Afrique	
BGD	151	Bangladesh	Bangladesh	49,37	-1	150	50,74	Asie-Pacifique	
BRN	152	Brunei	Brunei Darussalam	49,65	+0	152	51,48	Asie-Pacifique	
BLR	153	Bélarus	Belarus	49,75	+0	153	51,66	EEAC	
TUR	154	Turquie	Turkey	50,02	+3	157	52,81	EEAC	
RWA	155	Rwanda	Rwanda	50,34	+0	155	52,43	Afrique	

ISO	Rank 2020	FR_Country	EN_country	Score 2020	^	Rank 2019	Score 2019	Zone	Couleur
UZB	156	Ouzbékistan	Uzbekistan	53,07	+4	160	53,52	EEAC	
KAZ	157	Kazakhstan	Kazakhstan	54,11	+1	158	52,82	EEAC	
SGP	158	Singapour	Singapore	55,23	-7	151	51,41	Asie-Pacifique	
SDN	159	Soudan	Sudan	55,33	+16	175	72,45	Afrique	
BDI	160	Burundi	Burundi	55,33	-1	159	52,89	Afrique	
TJK	161	Tadjikistan	Tadjikistan	55,34	+0	161	54,02	EEAC	
IRQ	162	Irak	Iraq	55,37	-6	156	52,60	MENA	
SOM	163	Somalie	Somalia	55,45	+1	164	57,24	Afrique	
LBY	164	Libye	Libya	55,77	-2	162	55,77	MENA	
GNQ	165	Guinée équatoriale	Equatorial Guinea	56,38	+0	165	58,35	Afrique	
EGY	166	Égypte	Egypt	56,82	-3	163	56,47	MENA	
YEM	167	Yémen	Yemen	58,25	+1	168	61,66	MENA	
AZE	168	Azerbaïdjan	Azerbaijan	58,48	-2	166	59,13	EEAC	
BHR	169	Bahreïn	Bahrain	60,13	-2	167	61,31	MENA	
SAU	170	Arabie saoudite	Saudi Arabia	62,14	+2	172	65,88	MENA	
CUB	171	Cuba	Cuba	63,81	-2	169	63,81	Amériques	
LAO	172	Laos	Lao People's Democratic Republic	64,28	-1	171	64,49	Asie-Pacifique	
IRN	173	Iran	Islamic Republic of Iran	64,81	-3	170	64,41	MENA	
SYR	174	Syrie	Syrian Arab Republic	72,57	+0	174	71,78	MENA	
VNM	175	Viêt Nam	Vietnam	74,71	+1	176	74,93	Asie-Pacifique	
DJI	176	Djibouti	Djibouti	76,73	-3	173	71,36	Afrique	
CHN	177	Chine	China	78,48	+0	177	78,92	Asie-Pacifique	
ERI	178	Érythrée	Eritrea	83,50	+0	178	80,26	Afrique	
TKM	179	Turkménistan	Turkmenistan	85,44	+1	180	85,44	EEAC	
PRK	180	Corée du Nord	Democratic People's Republic of Korea	85,82	-1	179	83,40	Asie-Pacifique	

| CONTACT PRESSE |

Julie Bance : jbance@rsf.org
+33 (0)1 44 83 84 57